

11^e année Nouvelle série

c.m.
revue mensuelle

N° 87

Octobre 1980

L. Jovy

**INFORMATION,
INFORMATIQUE...**

Rosine Lewin

**JOURNAUX
D'ENTREPRISE**

J.P. Vankeerberghen

**POLOGNE :
LES FRUITS MÛRS**

Jean Jacqmain

**MOUSCRON-
SUR-SEMOIS**

Interview
de J.P. De Waele

**SCIENCES ET
DIALECTIQUE**



**cahiers
marxistes**

Erratum : dans le numéro précédent des C.M., nos lecteurs auront d'eux mêmes ajouté le nom de Louis Van Geyt, président du PCB, à la liste des membres du comité de patronage de la journée d'hommage à Julien Lahaut le 26 octobre.

Sommaire

Une interview de J.P. De Waele

Sciences et dialectique

p. 1

L. Jovy

Information, informatique...

L'imaginaire et le réel

p. 11

Rosine Lewin

Coup d'œil sur quelques journaux d'entreprise

p. 24

Jean-Paul Vankeerberghen

Pologne :

les fruits mûrs d'un été chaud

p. 30

Jean Jacqmain

Mouscron-sur-Semois : La Belgique mystérieuse

p. 42

A livres ouverts

p. 48

Dessins de M. Bolly.

Comité de patronage :

Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve •

Comité de rédaction :

Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Claudine Cyprès, Augustin Duchateau, Pierre Ergo, Serge Govaert, Jean-Jacques Heirwegh, Pierre Joye, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Christine Renard, Claude Renard, Christian Vander-motten, Jean-Paul Vankeerberghen, Benoît Verhaegen.

Rédacteur en chef : Rosine Lewin

Secrétaire de rédaction : Pierre Ergo

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

Sciences et dialectique

— Vous êtes parmi les initiateurs et organisateurs d'un symposium interuniversitaire et international qui doit se tenir à Bruxelles et qui sera consacré aux relations entre sciences et dialectique.

Quelle est la signification de ce projet, et pourquoi est-ce à Bruxelles qu'il se prépare ?

De Waele. — Oui, un symposium international se prépare à Bruxelles. Son titre est imposant : « De la dialectique des sciences et de leur objet à une science de la dialectique ». L'idée est née de discussions tout à fait fortuites entre professeurs de la V.U.B. et de l'Université de Gand. Puis, elle a connu tout un acheminement. Raconter cette histoire, c'est aussi (du moins je l'espère) clarifier la portée et les objectifs du symposium, dont la préparation est assurée par un séminaire.

Il nous a semblé indispensable en effet que le domaine soit préalablement débroussaillé et la littérature existante analysée, afin de ne pas verser dans le travers de tant de réunions internationales où les orateurs se livrent trop souvent à des solos ou des improvisations, ce qui ne favorise pas l'échange d'idées. Pour éviter cet écueil, nous avons mis sur pied un séminaire organisateur, qui a groupé au départ Léo Apostel (2), de l'Université de Gand et moi-même, mais qui s'est rapidement élargi. Actuellement, une vingtaine de personnes — liées notamment à la V.U.B., l'U.L.B., la R.U.G. — se rencontrent régulièrement pour préparer un programme qui sera soumis aux participants du symposium. Il sera ainsi possible à ces participants de choisir la manière dont ils entendent contribuer à la solution de problèmes préalablement analysés et présentés de manière systématique.

(1) Jean-Pierre De Waele est professeur ordinaire à la V.U.B. (psychologie). Il est aussi (notamment) médecin directeur du service d'anthropologie pénitentiaire.

(2) Voir son livre récemment publié : *Logique et Dialectique. Studies in action Theory — Communication and Cognition* 1979. Voir aussi l'article paru dans « Vlaams marxistisch Tijdschrift », 3, 1979.

Au début, nous avons craint que notre effort soit improductif et ne trouve pas l'audience voulue; les réunions de sociétés savantes ont souvent peu de succès. Mais au cours de l'année 1979-80, nous avons eu l'agréable surprise de constater d'abord que le nombre des personnes intéressées par le séminaire augmentait, ensuite qu'elles étaient d'une remarquable constance. Il faudra cependant poursuivre le travail pendant plusieurs mois encore; le symposium ne pourra se tenir qu'à la fin de 1981.

Vous m'avez demandé « pourquoi à Bruxelles ? » Eh bien, nous disposons en Belgique d'un nombre élevé de gens très compétents. Tout chauvinisme belge mis à part, je tiens à souligner que le thème choisi a révélé l'existence, dans notre pays, d'un vaste potentiel de travail et de recherche de haut niveau. Peut-être le sujet a-t-il la vertu de rompre l'isolement dans lequel sont confinés tant de chercheurs et d'universitaires. Bien des barrières, bien des cloisons ont été renversées grâce à l'intérêt suscité par la notion de dialectique.

Notre préoccupation majeure, c'est de remettre à l'ordre du jour le problème général de la dialectique au sens hégélo-marxiste du mot. Or, elle coïncide dans une très large mesure avec l'intérêt manifesté dans pas mal de pays par des chercheurs scientifiques, des philosophes et même des hommes politiques. En réalité, le thème que nous avons choisi est favorisé par une renaissance générale de la pensée marxiste. Après avoir été soit étouffée, soit remise au magasin des accessoires idéologiques, la pensée marxiste jouit maintenant d'un regain d'intérêt qui n'est pas seulement scolaire ou académique, mais qui coïncide avec une tentative de repenser des problèmes esquissés — et souvent laissés en friche — par Marx et Engels. En particulier, nous avions pu constater au cours des dernières années, dans diverses disciplines, des développements de la notion combien galvaudée de dialectique...

— Pourquoi galvaudée ? Et quels développements avez-vous pu observer ?

De Waele. — Pour bien comprendre ce que nous voulons réaliser, il faut prendre conscience du contraste, je dirais même de l'opposition, qui nous sert de point de départ. Je m'explique. D'une part, nous nous trouvons en présence d'un ensemble d'idées qui (au moins sous leur forme ancienne) ont beaucoup perdu de leur attrait et de leur nouveauté. Elles ont été banalisées, trivialisées au point de relever du domaine de la catéchèse ! D'autre part, la réalité de la notion de dialectique s'affirme à nouveau et la tâche d'élaborer une formulation nouvelle, techniquement valable de la dialectique, s'impose à partir des recherches contemporaines.

Il s'agit de prendre en compte les deux termes de cette opposition.

Avant de donner quelques exemples de recherches récentes, arrêtons-nous un instant au passé.

La notion de dialectique a été tristement galvaudée pour toutes sortes de raisons qui tiennent essentiellement aux avatars de la pensée marxiste elle-même. Tout d'abord, il y a le fait que la forme sous laquelle de très nombreux écrits marxistes ont été publiés résulte de

polémiques. C'est ainsi que *L'Anti-Dühring* d'Engels est surtout une polémique contre Dühring, parue en feuilleton dans le « Vorwärts ». (3) Bien sûr, ces ouvrages gardent leur intérêt. Mais comment ignorer que la polémique mène à des simplifications, qu'elle est circonstancielle ? Comment oublier que la polémique, parce qu'elle combat des adversaires, choisit certains aspects en fonction de ce combat et tend donc à négliger l'approfondissement de certaines questions, à en laisser dans l'ombre ? Faut-il ajouter que la polémique n'aiguise guère l'esprit critique des partisans, déjà convaincus, qui s'en servent ? Bref, quels que soient ses mérites, une littérature essentiellement polémique s'enferme dans certaines limites.

Autre facteur non négligeable : le caractère vulgarisateur, les préoccupations didactiques d'une certaine littérature marxiste. Je pense par exemple à des ouvrages qui ont connu un gros succès, comme « *Les principes élémentaires du marxisme* » de Politzer en France, et en Belgique les écrits reproduisant les conférences de Bob Claessens. S'il est évident que ces textes ont éveillé l'intérêt de beaucoup de gens et leur ont permis d'accéder à des domaines jusqu'alors inconnus, on ne peut ignorer les limites que leur imposaient précisément leurs objectifs. Ce sont en quelque sorte des introductions à des choses très intéressantes. Mais on en restait au stade de l'introduction. Il ne venait rien d'autre...

— **Dans cet ordre d'idées, ne faut-il pas aussi parler d'une stérilisation de la pensée marxiste pendant une certaine période ?**

De Waele — Bien sûr. L'effet stérilisant exercé par le stalinisme a dévalorisé la pensée marxiste, l'a étouffée et dégradée tant aux yeux de ses tenants que de ses adversaires. Le stalinisme a tordu le cou à la pensée marxiste en lui donnant une forme de catéchèse dogmatique qui est en contradiction complète avec l'œuvre des fondateurs du marxisme. Que l'on songe aux incroyables discussions au sujet de l'histoire de la philosophie avec les condamnations agressivement autoritaires d'un Jdanov. Que l'on songe à la manière dont on a intronisé le pavlovisme, comme substitut général et définitif en matière psychologique. Que l'on songe aux fameuses discussions sur la linguistique et surtout à la controverse qui a apporté un coup décisif à la recherche : — l'affaire Lyssenko. Elle a dégoûté définitivement un très grand nombre de personnes et elle a fourni des arguments de choix aux adversaires de la pensée marxiste pour attaquer la notion même d'une philosophie marxiste. A un certain moment, le marxisme comme théorie se trouvait réduit aux quelques pages que Staline a consacrées à la définition du matérialisme dialectique et du matérialisme historique dans l'Histoire du parti bolchevik de triste mémoire. Il est évident que cette hypothèque a grevé le développement de la pensée marxiste. La dogmatisation de cette pensée, son utilisation comme technique de légitimation de certaines positions politiques qui n'avaient rien à voir avec le marxisme, ont gravement desservi le marxisme.

(3) De même « *Matérialisme et Empirio-criticisme* » de Lénine est une œuvre essentiellement polémique. Quant à la « *Dialectique de la Nature* » de F. Engels, elle est un recueil de textes préparatoires à un ouvrage qui ne fut jamais écrit.

. Mais on ne peut réduire le phénomène au seul rôle joué par Staline.

Dans toute la période de l'entre-deux-guerres, s'affirme une tendance générale au dogmatisme, à la simplification, au repli sur soi, à la perte de contact avec le mouvement général des idées. Et, pour ma part, j'estime qu'à côté du « dogmatisme actif », un autre dogmatisme — disons passif — plus insidieux, a aussi hypothéqué la pensée marxiste. Il se caractérise par un manque de créativité. On s'en tient aux écrits fondamentaux des classiques, qu'on commente, qu'on présente parfois de manière attrayante, mais sans rien produire de neuf, sans rien créer. Le phénomène est très frappant quand il s'agit de dialectique : la notion est citée, les références aux « trois lois d'Engels » sont de rigueur. Et puis c'est tout. Comme si Engels avait dit le dernier mot en la matière... Au total, on peut dire qu'il n'existe pas d'ouvrage qui traite de manière détaillée, scientifique, approfondie, de la notion de dialectique...

— Vous évoquiez cependant au début de cet entretien un regain d'intérêt et de nouveaux développements de cette notion.

De Waele — Nous y venons. De fait, il existe une discordance éclatante entre les pauvretés dogmatiques et les possibilités actuelles. Consultons un ouvrage récent, celui du philosophe ouest-allemand Heinz Kimmerle, qui a paru en 1978 sous le titre « *Modèles de la dialectique matérialiste* » (4).

Seize chercheurs s'y sont posé la question de savoir quels modèles de dialectique étaient disponibles. Ils sont partis de Marx et Engels, ont cheminé de Lénine à Mao, de Lukacs à Adorno et Marcuse, en passant par Korsch et Bloch, sans oublier Gramsci, Kosik et Althusser. Le résultat est très clair : le problème d'une dialectique matérialiste est et reste posé. Très peu de chose a été réalisé par rapport aux formulations de Marx, Engels ou Lénine ; les idées n'ont pas progressé à la mesure des progrès scientifiques.

Un autre ouvrage récent témoigne de l'actualité de nos préoccupations : c'est le livre d'Henri Lefèbvre « *Une pensée devenue monde — Faut-il abandonner Marx ?* » (5). La contribution de cet auteur à la philosophie marxiste ne saurait être négligée, mais il n'a pas été capable de produire une conception systématique et approfondie de la dialectique intégrant les connaissances et techniques disponibles. Une espèce d'impuissance intellectuelle frappe Lefèbvre à cet égard. On trouve un signe de cette impuissance (très proche de ce que j'ai appelé le « dogmatisme passif ») dans sa « *Logique formelle et logique dialectique* », publiée en 1947. On la retrouve dans les questions qu'il se pose sur l'état de la théorie marxiste dans son dernier ouvrage (voir en particulier page 204 à 210).

Pour en terminer avec ce volet négatif, je me permets encore de souligner que si on a si peu avancé, ce n'est pas seulement à cause de Staline qui dogmatise, appauvrit et déforme — mais aussi à cause de tous ceux qui n'ont pas « décollé », comme Henri Lefèbvre.

(4) Chez Martinus Nuyhoff — La Haye, 1978.

(5) Chez Fayard, Paris, 1980.

Nous pouvons maintenant aborder le volet positif de notre dossier, en examinant les acquisitions nouvelles qui justifient la tenue de notre symposium.

Il s'agit tout d'abord du domaine de la logique formelle. On a vu apparaître ces dernières années la notion de « logiques paraconsistantes ». (6) Ce sont des logiques qui s'accommodent de l'existence de contradictions. Alors que dans la logique mathématique, très proche de la logique formelle classique, l'existence de contradictions équivaut à l'absurde, dans les logiques paraconsistantes, les contradictions sont admises et, si j'ose dire, encapsulées. La construction de tels systèmes, très poussée par des logiciens brésiliens et australiens et bien représentée dans notre pays, pose le problème de l'existence d'une logique dialectique. Les logiques paraconsistantes préfigurent-elles la construction d'une logique dialectique? Un nouveau type de logique est-elle en germe? Voilà des questions actuelles.

Deuxième thèse qui se pointe et qui nous paraît importante : la théorie des catastrophes du mathématicien français René Thom. Il s'agit d'une théorie des phénomènes discontinus, de phénomènes caractérisés par des transformations qualitatives soudaines. On est frappé par le fait que René Thom a mathématisé sous une forme particulière le type de transformation qualitative qui, en terminologie hégélienne reprise par les marxistes, énonce la transformation qualitative que subissent certains phénomènes, certains systèmes, lorsqu'un paramètre affectant leur fonctionnement croît jusqu'à ce que cette croissance se révèle incompatible avec l'existence du phénomène ou du système. Dès lors, ceux-ci ne peuvent survivre qu'en se transformant de façon relativement brusque.

Pour nous, les questions qui s'imposent sont les suivantes : quel est l'apport de la théorie de Thom à la dialectique? Comment analyser la contribution de Thom? Dans quelle mesure et sous quelle forme sa théorie peut-elle être incorporée dans une théorie plus développée de la dialectique?

Troisième domaine auquel est lié le nom d'un compatriote : l'œuvre de l'école de Prigogine. Comme il apparaît à la lecture de « *La Nouvelle Alliance* » (7), la nouvelle thermodynamique est essentiellement basée sur la notion de système dissipatif. Or les systèmes dissipatifs présentent des caractéristiques qui rappellent de façon frappante ce que dans une formulation plus intuitive et moins élaborée, les dialecticiens appellent transformation dialectique. On y retrouve les caractères que voici : ouverture du système, échange avec l'environnement, contradiction et opposition interne, transformation soudaine, apparition de nouveaux états qualitatifs — et cela à partir du seuil critique atteint par certains paramètres. Autrement dit, les systèmes dissipatifs de Prigogine nous offrent une image de systèmes existant dans la nature. Ils sont

(6) D. Marconi : « *La formalizzazione della dialettica. Hegel, Marx e la logica contemporanea* ». Rosenberg & Sellier, Torino, 1979.

(7) Prigogine et Is. Stengers : « *La Nouvelle Alliance. Métamorphose de la Science* ». Chez Gallimard, 1979. Voir à ce sujet l'article de P. Gillis, « Sciences et idéologie », C.M. juin 1980.

très importants à cause de la lumière qu'ils peuvent jeter par exemple sur le problème de l'origine des phénomènes biologiques. Ils intéressent les dialecticiens, puisqu'ils fonctionnent, évoluent et se transforment d'une manière qui évoque irrésistiblement les conceptions restées encore fort intuitives de Marx et Engels.

— Les nouveaux développements scientifiques qui retiennent l'attention de votre séminaire — et demain du symposium — relèvent-ils tous des sciences naturelles ?

De Waele — Non et voici un exemple qui sort de ce domaine — celui de l'histoire des sciences, où « ça bouge ». L'historien américain T.S. Kuhn a proposé une nouvelle conception de l'histoire des sciences — celle des révolutions scientifiques. Elle tranche avec la conception linéaire, cumulative du progrès scientifique, en vertu de laquelle la vérité sur l'univers se révèle graduellement, et qui nous vaut une histoire assez naïve. Kuhn rejette tout cela. Il montre que la science n'est pas toujours aussi révolutionnaire qu'on veut bien le croire, qu'il existe un type de travail scientifique qui consiste à résoudre des puzzles ou à faire du « patchwork » dans un cadre bien établi. Ce n'est que quand certaines conditions sont réunies, quand certains modèles fondamentaux (paradigmes) sont devenus inadéquats, que peut se dérouler un processus de transformations qui ressemble fort aux révolutions politiques. Même si Kuhn ne fait qu'esquisser cette théorie, elle nous ouvre de nouveaux horizons. Pour le surplus, son travail a trouvé un complément dans le domaine des métathéories, celui où on élabore des théories sur les théories. La conception de Kuhn n'est donc pas d'intérêt purement historique. La coïncidence d'histoire et de logique — de logique de l'histoire et d'histoire de certains concepts logiques — attire l'attention du dialecticien. On pourrait citer aussi des exemples puisés dans le domaine de la biologie, de la psychologie — je pense à ce propos au mouvement de la psychologie critique lancé voici plusieurs années à l'Université de Berlin-Ouest, par K. Holzkamp, ou encore au mouvement américain de Kurt Riedel, promoteur d'une « Dialectical psychology ». On pourrait — qui s'en étonnera ? — aborder les domaines de l'économie ou de l'histoire, où les recherches nouvelles imposent de recourir à la notion de dialectique. Et bientôt plusieurs biologistes viendront participer aux activités du séminaire organisateur.

Mais il me paraît inutile d'allonger ce discours et d'énumérer tous les domaines où la notion de dialectique renaît de ses cendres dogmatiques. Ce qui est essentiel, c'est de noter que dans de nombreux cas, les auteurs qui se réfèrent à la dialectique — ou qui formulent des idées très proches des idées anciennes sur la dialectique — découvrent qu'ils font de la dialectique, comme M. Jourdain faisait de la prose — sans le savoir... Certes, il est des domaines où les réminiscences et les influences sont perceptibles.

Cela signifie-t-il que séminaire et symposium seront ouverts aussi bien à ceux qui se réclament de Marx qu'à ceux qui font de la dialectique sans le savoir ?

De Waele — Oui. Dans le mouvement qui inspire notre symposium, ce qui importe c'est surtout l'intérêt porté à la notion de dialectique

que, qui n'implique aucun a priori philosophique, mais découle du mouvement autonome, propre, d'un ensemble de disciplines scientifiques. Je voudrais encore faire deux remarques à propos de ce mouvement.

Il est intéressant de constater un renversement dans cette émergence de nouveaux problèmes qui peuvent mener à une théorie nouvelle de la dialectique. En effet, alors que du temps des « classiques », la notion de dialectique a surtout trouvé son application dans le domaine historique, économique, sociologique et n'a fait que secondairement l'objet d'une extension aux phénomènes naturels et au domaine des sciences naturelles, c'est le mouvement inverse qui se produit à l'heure actuelle. L'extension ébauchée par Engels a toujours été fort critiquée (qu'on songe à Lukacs première manière ou à Sartre). C'est un vieux problème resté en l'air, dans la mesure où la théorie de la dialectique n'a pas été assez développée. A l'heure actuelle, on aperçoit les possibilités de développement d'une théorie de la dialectique des sciences à partir du mouvement des sciences et à partir des caractéristiques de phénomènes étudiés. On le voit : la renaissance de la recherche s'effectue en quelque sorte en sens inverse. La source d'inspiration est essentiellement le domaine des sciences naturelles, celui des mathématiques, etc.

Ma deuxième remarque a trait aux conséquences de cet état de choses. Il est évident que si l'on s'intéresse à un renouveau possible de la pensée marxiste à travers l'élaboration d'une théorie de la dialectique, ce n'est pas pour verser dans un nouveau dogmatisme. L'élaboration d'une théorie moderne de la dialectique doit donc également régler le problème d'un dogmatisme possible. L'ouvrage que cette évolution évoque irrésistiblement, c'est le livre du chercheur est-allemand Robert Havemann « *Dialektik ohne Dogma* » (1964). Ce livre présente un intérêt considérable ; il témoigne de la lutte d'un homme de science contre certaines formulations imposées à partir d'une certaine conception — primitive et vieillie — de la dialectique. La leçon de Havemann ne doit donc pas être oubliée et elle le sera d'autant moins que la théorie de la dialectique sera susceptible d'être révisée, développée comme n'importe quelle autre théorie. Quel que soit l'intérêt du livre de Havemann, quel que soit l'intérêt des critiques qu'il a formulées et qui lui ont valu les ennuis que l'on sait, Havemann s'est trouvé dans une position affaiblie puisqu'il n'a pas pu dessiner une alternative. Il s'est contenté de s'opposer à certains schémas d'idées qu'on tentait d'imposer à des chercheurs ; mais il n'a pas pu opposer à des formulations qui se prêtent à la dogmatisation une conception explicitement formulée — avec des moyens techniques situés au niveau de nos connaissances actuelles et qui, elles aussi, peuvent être discutées, critiquées, développées.

Finalement, c'est surtout quand une conception de la dialectique reste au niveau de généralités quasi triviales que le dogmatisme trouve à s'employer.

— Refuser le dogmatisme, comme vous vous proposez de le faire, n'est-ce pas aussi refuser le ghetto ? Et comment éviter le ghetto pour votre symposium ?

De Waele — Ma première réponse à cette question consiste à rappeler que les chercheurs, les travailleurs scientifiques, les enseignants qui se rencontrent au séminaire organisateur ne se considèrent pas tous comme des marxistes. La notion de dialectique a certes une importance particulière pour les marxistes, mais il serait faux de croire que la seule conception qu'on puisse se faire de la dialectique, serait celle de Marx et d'Engels. Cela signifie tout d'abord que parmi les participants au séminaire, il se trouve toute une série de personnes qui, des points de vue idéologique, politique, philosophique, représentent des tendances et des orientations très différentes. Ce qui les unit, c'est l'intérêt pour le thème, ce sont les possibilités offertes par les nouveaux développements scientifiques pour une reformulation d'une théorie de la dialectique.

Deuxième réponse à votre question : le symposium ne sera pas limité à des invités se réclamant du marxisme — et encore moins limité à des invités venant des pays de l'Est. C'est ainsi, par exemple, que nous espérons voir participer aux travaux du symposium un Milton Fisk et un John Cohen, l'un américain, l'autre anglais, et un Ion Elster, philosophe suédois de tendance typiquement analytique anglo-saxonne. Toutes les personnes intéressées par le problème et capables de contribuer au développement du programme, seront d'ailleurs admises comme participants. Il en viendra de l'Ouest et de l'Est, d'URSS, de RDA et de Pologne, laquelle compte d'éminents logiciens. Notre inspiration est donc pluraliste et nous nous efforcerons de confronter tous les points de vue. S'il est des gens qui attendent beaucoup du dialogue, ce sont bien ceux qui attachent de l'importance à la dialectique. Refuser le dialogue, ce serait recommencer une vieille erreur.

Un mot encore qui peut élargir notre horizon. Voici quelques années, a paru en Allemagne fédérale, un ouvrage (8) sur le rationalisme critique, la philosophie défendue par Karl Popper. Cet ouvrage est préfacé par Helmut Schmidt qui s'y interroge notamment sur l'arrière-plan philosophique et méthodologique de la politique social-démocrate. Il est donc permis de se demander si nous ne participons pas en fait à une réévaluation générale de l'arrière-plan philosophique et méthodologique des politiques dont se réclame une certaine gauche européenne propre aux pays industrialisés. L'essentiel est donc de ne pas s'enfermer, de se frotter les uns aux autres, de refuser le ghetto ou le club des détenteurs de vérité.

— Voilà une perspective vraiment ouverte et féconde. Une dernière question encore. Le symposium, dont nous souhaitons le plein succès, réunira des « grosses têtes ». Qu'en restera-t-il après sa clôture, sauf le plaisir des participants ?

De Waele — La question n'est pas encore venue à maturité. On peut imaginer de terminer le symposium en beauté, en publiant un ouvrage dont on espère un certain rayonnement. On peut aussi imaginer des prolongements plus ambitieux. Peut-être le groupe organisateur pourra-t-il se donner une structure permanente et établir des liens stables entre participants. Peut-être pourra-t-on organiser, par exemple,

(8) « *Kritischer Rationalismus und Sozialdemokratie* », Dietz. Verlag, 1975 (2 volumes).

tous les deux ans, des réunions publiques centrées sur un problème soigneusement préparé. Tout cela ne dépasse cependant pas le cercle des spécialistes.

Si nous parvenons à un certain résultat, nous devons aussi envisager une autre forme de communication : celle qui se ferait en direction de personnes ne disposant pas nécessairement au point de départ des connaissances scientifiques et techniques nécessaires pour suivre les débats du symposium. A mon sens, le sujet impose non pas de vulgariser, mais de procéder à un certain nombre de clarifications qui doivent permettre d'enrichir le bagage intellectuel de ceux que le problème intéresse. Les deux types de prolongements — au niveau des spécialistes et au niveau des non-spécialistes — sont également importants. Mais nous n'en sommes pas encore là !

« De la dialectique des sciences et de leur objet à une science de la dialectique » : je reviens au thème du symposium. Il s'agit de partir de ce qui se révèle comme dialectique dans le mouvement de la connaissance scientifique à l'heure actuelle, de ce qui se révèle comme dialectique dans les données concernant les objets de diverses disciplines, pour tenter d'élaborer — éventuellement avec d'autres moyens que le langage courant, en faisant appel le cas échéant à des langages artificiels comme celui de la logique symbolique — une nouvelle formulation de la dialectique. Cette nouvelle formulation engloberait et contiendrait en elle, à titre de cas particulier, ou à titre d'embryons, les formulations anciennes qui n'ont pas pu connaître le développement qu'elles méritaient, pour des raisons qui tiennent à l'histoire des cinquante dernières années.

J'ai parlé au début de cet entretien des richesses souvent insoupçonnées que recèle notre pays. Je voudrais rappeler in fine le nom d'un homme qui ne pourra hélas pas participer à nos débats mais dont le souvenir et l'œuvre animeront toutes nos activités. Il s'agit de Jean Gorren (1891-1970) qui, avant et après la deuxième guerre mondiale, dirigea de main de maître l'Université ouvrière de Bruxelles. Mathématicien de formation, il travailla pendant de longues années à l'Observatoire d'Uccle. Pour toutes sortes de raisons qui pourraient être exposées une autre fois, il resta méconnu du monde académique et seuls quelques rares spécialistes surent apprécier l'originalité exceptionnelle des travaux auxquels il se consacra dans une grande solitude, entouré seulement de deux collaborateurs, R. Steenhout et moi-même. Auteur de nombreux manuscrits dont quelques-uns seulement furent publiés (par ex. son dernier écrit : « *Théorie Analytique de la Dialectique* » paru dans « *Epistémologie Sociologique* » n° 7 — 1969), sa contribution à la théorie de la dialectique passa relativement inaperçue parce qu'il devançait à ce point son époque que l'auditoire auquel il aurait pu s'adresser n'existait pas encore et que ceux qui étaient à même de comprendre les problèmes qu'il s'efforçait de résoudre étaient trop peu nombreux. Lui-même aimait ironiser sur le fait que la personnalité académique qui avait réagi le plus vivement à ses travaux était le chanoine R. Feys de l'Université de Louvain...

(9) J. Gorren, « *Précis de Dialectique* », Université Ouvrière de Bruxelles, 1936.

En fait, depuis 1936 (9), Jean Gorren avait eu l'idée d'utiliser l'appareil de la logique symbolique afin de construire de façon rigoureuse une formalisation de la dialectique hégélo-marxiste. Pour lui c'était la seule manière d'extraire le noyau rationnel d'une dialectique hégélienne remise sur ses pieds. Ce faisant, il était non seulement parvenu à donner une première formulation systématique de la dialectique mais à en découvrir de nouvelles extensions. Non seulement je me suis efforcé de poursuivre son œuvre, mais c'est en m'inspirant d'elle, du maître et du camarade exceptionnel qu'il fut, que je n'ai jamais perdu l'espoir qu'un jour viendrait où ses mérites seraient reconnus.

C'est là évidemment un point de vue tout à fait personnel qu'il est sans doute vain de vouloir faire partager à d'autres. Mais la plus grande source d'espoir ne réside-t-elle pas toujours dans la douce chaleur des cendres que l'on sent battre sur son cœur ?

Propos recueillis par Rosine Lewin.

Pour tous renseignements sur le séminaire, les lecteurs des Cahiers marxistes peuvent s'adresser au Professeur J.P. De Waele, V.U.B., Pleinlaan, 2 — Gebouw C — 1050 Brussel.

LES C.M. ONT AUSSI PUBLIÉ :

« Sciences et idéologie », Pierre Gillis, juin 1980

« Marxisme et imagination scientifique », Ludo Abicht, mai 1978.

LE FONDS D'HISTOIRE DU MOUVEMENT WALLON

recherche archives et publications des Congrès de l'Assemblée Wallonne, Concentration Wallonne, Wallonie Libre, Congrès National Wallon.

Contacteur : Madame Irène VRANCKEN, Conservateur du Fonds d'histoire du Mouvement wallon, Maison de la Culture « Les Chiroux », 8, place des Carmes, 4000 Liège. Tél. 041/23.19.60, ext. 149 et 150.

Information, informatique...

L'imaginaire et le réel

Après notre table ronde du mois dernier, voici un article de L. Jovy, ingénieur en informatique. Abordant les problèmes sous l'angle fort vaste des « systèmes d'information », le texte qui suit, malgré les limites qu'il s'impose, ne manquera pas de susciter la réflexion.

La caractéristique première de l'information est d'activer, de contrôler ou d'organiser de la matière-énergie. (A. Wilden : *System and Structure*. Tavistock Publications Ltd., London, 1980) (1).

(1) A. Wilden est professeur en communication à l'Université Simon Fraser en Colombie Britannique (Canada). Il étudie les relations sociales, psychologiques et économiques d'un point de vue systémique et communicationnel. L'extrait qui suit montre comment Wilden, de ce point de vue, situe la démarche marxiste : « A la base de l'approche écosystémique, on trouve trois modèles privilégiés. Le premier met l'accent sur la fonction de *lien* de l'échange symbolique, à travers des frontières, dans la société « primitive » (anthropologie structurelle et écologique). Le second cherche à comprendre la rationalité essentielle des écosystèmes naturels (écologie des systèmes). Le troisième est constitué des processus historiques réels et matériels. C'est le modèle de l'histoire « civilisée » comme produit des hiérarchies et des conflits socio-économiques entre les sub-systèmes dans l'organisation socio-écologique : une version du modèle de Marx.

Avec ses défauts possibles, le modèle de Marx a une qualité scientifique et épistémologique qui manque à la plupart des autres théories socio-politiques et socio-économiques. Rarement il oublie de se confronter au *contexte* du changement. C'est un modèle systémique et structurel ouvert à ses environnements, y inclus le futur. Il cherche à établir des *vérités-en-mouvement* qui proviennent de l'étude des contraintes profondes et des processus systémiques du système socio-économique lui-même, et non pas de l'agrégation d'informations venues d'« autres » disciplines. Ces « vérités » ne sont donc pas dérivées d'un ensemble particulier de rationalisations qui cherchent à justifier l'état actuel du système en question à un moment particulier. De toutes les approches, la perspective de Marx est vraiment scientifique en ce sens qu'elle est critique, « autocritique » et transdisciplinaire : une démarche qui est ainsi capable d'expliquer sa relation propre au contexte où elle se trouve.

Certes, cette capacité de la perspective de Marx n'est pas toujours reconnue telle, ou utilisée de cette manière, par beaucoup de ses tenants modernes. Au contraire, la main morte des traditions du 19^e siècle — tant épistémologiques qu'idéologiques — pèse lourdement sur beaucoup d'interprétations actuelles des textes de Marx et Engels. Mais, de même que ces textes eux-mêmes évoluent par rapport aux réalités socio-économiques changeantes du 19^e siècle et par rapport à de nouvelles connaissances et découvertes, de même les interprétations contemporaines doivent-elles évoluer. Comme il en va de tout texte que le temps et le lieu ont tourné en histoire, ces textes doivent être nécessairement relus et réincorporés dans le discours critique de chaque génération.

Les textes de Marx ne sont ni « dépassés » ni « la vérité ». Au contraire, ils sont en même temps passés et présents pour nous, et ne peuvent être compris adéquatement, après coup, que dans les termes de cette double relation temporelle, à la fois synchronique et diachronique, qui les constitue comme partie de la mémoire socio-historique de notre société, partie du contexte contemporain. » (traduction de L. Jovy).

1. INTRODUCTION : LE RÉEL.

Il est bon de commencer par éclairer les réalités. Voici environ vingt ans que les ordinateurs ont été répandus dans des organisations de tous types. Dès le début, les trompettes de la renommée annoncèrent à grand bruit le saut en avant de l'efficacité de ces mêmes organisations grâce à l'outil informatique. Qu'en advint-il ? Si nous nous situons d'abord au niveau du *consommateur*, du *client* d'organisation : est-ce que vous avez vraiment l'impression que produits et services se sont améliorés ? Et si nous nous limitons au fait d'être consommateurs « d'informations » : est-ce que les extraits de compte des banques, les factures, les formulaires à remplir, le nombre de kilos de papier que notre boîte postale doit digérer par semaine, vous donnent l'impression d'une plus grande efficacité dans la transmission d'information ? Ou est-ce que vous sont familières les anecdotes suivantes qu'un garagiste m'a racontées à propos d'ordinateurs :

« — Depuis que l'ordinateur a été installé au magasin des pièces de rechange, plus moyen de dépanner un client en vitesse : une journée complète est le minimum nécessaire pour acheter la pièce. Avant on arrangeait les choses entre amis, le magasinier et moi. Tant pis, le client n'a qu'à revenir. »

« — Un jour j'avais besoin d'une clé dynamomètre. Mon fournisseur habituel n'en avait plus en stock et me donna une adresse. Je donne un coup de fil et reçois la réponse suivante : " Monsieur, impossible de vous vendre l'outil parce que c'est trop difficile de vous introduire comme nouveau client dans l'ordinateur " ».

Et quelle est votre impression en tant que *producteur*, sur l'efficacité dans votre organisation de production, dans votre service ? Est-ce que vous pensez que grâce à l'outil informatique les décisions prises sont plus aptes à augmenter la viabilité de l'entreprise, est-ce que le gaspillage de matière et d'énergie diminue, est-ce que vous comprenez mieux l'importance de votre travail ? Mon expérience, confirmée par des recherches aux Etats-Unis entre autres, montre qu'en général l'introduction de l'outil informatique a le même effet sur la motivation des cadres moyens que celui qu'a eu la ligne d'assemblage sur la motivation des travailleurs. L'anecdote de C. Talboom dans la table ronde : « Nouvelles techniques, luttes nouvelles », illustre cela clairement. Et si nous regardons maintenant l'introduction de l'informatique dans la « cité », la gestion publique en *citoyen* : bien que l'Etat soit un des plus grands consommateurs d'ordinateurs, la plus grande efficacité de l'appareil étatique et parastatal reste très peu visible, à moins qu'il faille dire que l'inefficacité s'accroît visiblement.

Enfin comme *membre de l'espèce* « homo sapiens », est-ce que les satellites de communication, les pronostics des prophètes scientifiques, le « progrès » technique, ont diminué le gouffre entre pays pauvres et pays riches ? Ont-ils diminué le terrorisme des grandes puissances qui nous retiennent comme otages nucléaires, gaspillant les ressources nécessaires pour maintenir un écosystème sans lequel l'être humain comme tant d'autres espèces avec lui disparaîtraient ?

2. POSONS LA PROBLÉMATIQUE DANS SON CONTEXTE

Mais on préfère écouter les slogans et les bonnes intentions de ceux qui ont toutes les réponses à l'avance. Peu importe que leurs politiques soient inconsistantes; peu importe qu'ils continuent à répéter les politiques qui n'ont jamais réussi dans le passé. Ils vendent le stéréotype, qui lui seul est acceptable. (S. Beer : *Platform for Change*. Wiley, 1975.) (2)

Le concept d'information est récent dans les sciences et se retrouve exactement là où les stéréotypes scientifiques que nous avons hérités de la Renaissance se heurtèrent à leurs limites : la biologie, les systèmes complexes. Nous en reparlerons. Il faut d'abord s'arrêter un peu sur ces stéréotypes qui sont à la base de la vision actuelle de l'homme, de la culture et contribuent à donner forme aux organisations sociales, politiques et économiques. Je me base ici surtout sur un texte de S. Beer.

Stéréotype de l'homme : « homo faber », l'homme qui inventa le travail.

1. Il voit le monde en fonction des *choses* qu'il fait.

2. Il regarde le travail comme une occupation « éthique », tout le reste est « jeu » (loisirs), un concept vaguement immoral.

Mais nous allons vers une ère post-industrielle où le travail devient de plus en plus rare. Tant que nous continuerons à penser de la sorte, nous irons de paradoxe en paradoxe. Le but de l'homo faber était de *faire* des choses pour se protéger de et s'adapter à son environnement. Mais les menaces ont changé : ce n'est plus le froid, ni les bêtes sauvages, mais une complexité explosive due à l'intensification de tous types d'échange (matière, énergie, information) au niveau mondial, qui risque de nous mener vers l'extinction.

Stéréotype de culture : « totum quantum ».

L'homo faber pense actuellement en parties, assemblages et sous-assemblages, en *choses*. Il y a un totum, ou tout, qui consiste en quanta, ou parties. L'analyse est l'outil et la synthèse n'est qu'imbrication des parties de l'analyse dans le tout prédéterminé. La conception des chaînes d'assemblage illustre ce stéréotype. Mais la classification se voit en toute matière : législation, classification de salaires (127 différents dans l'industrie d'imprimerie), etc. Ce stéréotype ne nous sert plus quand nous commençons à entrevoir ce qu'est un *système* où c'est l'information qui exprime les relations entre les parties, et les *organise*, accroissant la *complexité*. Il est clair que tant qu'on voit l'information comme une *chose* et non comme *relation*, il n'y a pas moyen de l'insérer dans la gestion de la complexité.

Stéréotype d'organisation : La chaîne de commande.

L'homo faber fabrique des organisations comme toute autre chose : il divise le tout en parties et appelle ce processus délégation, il colle les quanta ensemble en totum et appelle le résultat : chaîne

(2) S. Beer, cybernéticien, est l'une des rares personnes qui ont appliqué les principes de la cybernétique dans des contextes socio-économiques réels. Voir conclusion.

de commande et nous voilà devant le stéréotype des hiérarchies, le stéréotype de « responsabilité » et d'« autorité ». Il est clair que dans un monde où les interdépendances, dues à l'intensification d'échanges, croissent explosivement, ce stéréotype d'organisation devient de plus en plus inadapté. Pourtant, c'est le stéréotype le plus tenace qu'on trouve dans toutes les organisations, malgré les différences profondes des buts qu'elles poursuivent. L'organisation syndicale, de ce point de vue, est parallèle dans son fonctionnement à l'organisation patronale; un régime autoritaire peut continuer à utiliser les mêmes organisations en départements, les mêmes schémas bureaucratiques que la démocratie qu'il a renversée. Délégation de pouvoir et chaîne de commande sont l'organisation type.

Et ici nous arrivons au cœur de la problématique créée par l'accroissement explosif des moyens de communication et d'échange : tant qu'on ne repense pas l'organisation des institutions, entreprises, Etats, etc., en fonction de la connaissance que nous avons pour le moment de systèmes viables qui gèrent la complexité grâce à l'information, tant qu'on ne quitte pas les stéréotypes inadaptés, les nouvelles technologies informatiques n'amélioreront aucune prise de décision, n'augmenteront pas l'efficacité de survie de ces organisations, mais au contraire agrandiront les tensions entre le réel qui se crée (complexité, échanges, communications) et l'imaginaire des solutions stéréotypées (efficacité non contrôlée dans la production de matière et d'énergie, organisations hiérarchiques, etc.). On accumulera les problèmes insolubles dans un langage stéréotypé (travail/loisirs, travail/rémunération, « le responsable », « l'autorité », etc.). Et en écologie, on voit comment une inadaptation mène vers l'extinction. Si l'humanité n'est pas capable de la transformation de valeurs nécessaire de l'homo faber vers l'homo gubernator — l'homme qui gère la complexité — elle se condamnera à la disparition. Si au contraire elle en est capable, les nouvelles technologies peuvent lui donner l'outil nécessaire pour gérer cette complexité.

3. INFORMATION, BRUIT ET CHANGEMENT DE STRUCTURE

Nous essayerons dans ce paragraphe d'employer des concepts du langage systémique pour explorer la relation entre information, bruit et changement de structure. On peut définir toute organisation comme système ouvert. Un système ouvert est tel que sa relation avec un métasystème, nommé environnement ou contexte, est *indispensable* pour sa survie. Il y a flux permanent de matière, d'énergie et d'information entre système ouvert et environnement. Tout système ouvert est adaptatif et dirigé vers un but. (3) La fonction première de l'information est la régulation, le contrôle et l'activation d'énergie pour l'atteinte du but. L'information maintient, reproduit ou développe l'organisation; elle est donc « structurante ». (4)

(3) Le terme « but » ayant une connotation téléologique, il serait plus exact d'utiliser l'expression « corrélation directive ».

(4) En schématisant, on peut dire que la « structure » d'un système est ce qui résulte de l'interaction des adaptations de ce système à son environnement. Exemple : les aveugles qu'on a guéris, de même que les nouveau-nés, ne distinguent rien de ce qu'ils « voient », jusqu'à ce que la structure corticale qui permet la distinction visuelle se mette en place.

Au contraire, le bruit est un flux désorganisateur. Erreurs, désordre, perturbations, variances sont d'autres noms de ce flux. En thermodynamique classique le flux de bruit fait augmenter l'entropie tandis qu'un flux d'information la fait diminuer. Il est très important de remarquer que bruit et information ne peuvent pas être distingués en soi mais uniquement en relation avec les interactions système/environnement. Cela peut paraître très abstrait mais pour le connecter au réel et sortir l'information de l'imaginaire où la placent les médias, essayez de distinguer dans tout ce qui s'appelle information, ce qui l'est réellement. Cet exercice vous sera impossible si vous ne vous obligez pas à placer l'information dans son contexte systémique, donc en rapport avec les buts de type socio-économico-politique de ses sources. L'information « objective », l'information comme objet est en contradiction directe avec la vision systémique.

Il ne doit pas nous étonner que nous vivons dans un monde de bruit, vu que le stéréotype de l'homo faber est un système fermé, c'est-à-dire un système qui est insensible à l'information comme relation organisatrice. Le système fermé est déterminé par l'interaction entre matière et énergie intérieure et, selon la seconde loi de la thermodynamique, tend vers une entropie maximale, donc vers le chaos. En conséquence tout changement intérieur en réponse à un changement de l'environnement est perçu comme perturbation et doit être réprimé dans cette optique. Quand un organisme, ou système ouvert, dans son évolution est confronté avec une croissance de « bruit », il y a un mécanisme qui peut le sauver : restructurer le « bruit » en information, ce qui signifie changer de structure. Changer de structure signifie un changement dans les relations entre les composantes du système. Seul un système ouvert d'une certaine complexité peut s'adapter de cette manière ; pour un système fermé l'adaptation est exclue.

En guise d'illustration, prenons « l'information » sur le chômage en Belgique. Avec les relations de travail et les conceptions actuelles du travail, le chômage est un « bruit » dans le système socio-économique. La connotation « catastrophique » des déclarations de W. Claes sur les 600.000 chômeurs en 1985 indique la peur de l'augmentation de l'entropie : en effet il y a un niveau de bruit limite qui entraîne la mort du système. Au niveau individuel, le « travail noir » est un changement de structure des relations et conceptions du travail capable d'assurer la survie du chômeur. Mais quand, comme en Italie, le « travail noir » devient le moteur d'une économie noire qui, par son amplitude, devient au niveau de l'économie globale une nécessité, il est clair que toutes les mesures prises contre le travail noir à partir du stéréotype premier — la conception classique du travail — se trouvent devant un paradoxe insoluble. Il y a eu un saut qualitatif, un changement de structure du système sans qu'il y ait une conscience et une volonté individuelle.

Appliquant les concepts par rapport à l'automatisation on se trouve devant cette conclusion :

1. Les machines automatiques sont des systèmes fermés. Même s'il y a des circuits autocorrecteurs, leur but est déterminé, leur environnement est déterminé, elles ne sont pas capables de changement de structure.

2. Dans un environnement socio-économique caractérisé par le « bruit » (technologie explosive, marchés mouvants, monnaie fluctuante, ressources limitées) remplacer l'homme (système ouvert) par la machine (système fermé), c'est créer des systèmes inadaptables.

3. Comme dans beaucoup de cas de semi-automatisation, l'homme (système ouvert) est vu comme partie d'un système fermé et donc comme système fermé, l'adaptabilité des organisations concernées est minimale. (Exemples récents : l'industrie automobile américaine, l'industrie métallurgique belge).

4. NOUVELLES TECHNIQUES, GESTION NOUVELLE

Après l'invention de l'imprimerie à la fin du 15^e siècle, la première application consistait à remplacer la copie manuelle de bibles et autres manuscrits par la copie « machinale ». Ce n'est que cent ans après l'invention que pour la première fois l'idée d'imprimer un journal fut conçue. Pour le moment, en informatique et automatisation on semble suivre le même schéma : remplacer le travail manuel par la machine. L'usage des potentialités propres à la nouvelle technologie est quasiment inexistant : il y a eu comme pour l'imprimerie une croissance quantitative dans la vitesse et l'exactitude des données à transformer et à transmettre, mais le saut qualitatif dû à la technologie qu'a été l'invention du journal n'a pas encore eu lieu pour les nouvelles techniques.

Comme indiqué antérieurement, information, création et gestion de complexité sont étroitement liées. Donc pour commencer à utiliser efficacement les nouveaux outils, il faut renverser la question habituelle que voici : où et comment utiliser les techniques dans nos organisations (qui sont là pour gérer)? La vraie question à poser devient : étant donné les nouvelles techniques, comment repenser nos organisations et notre manière de gérer? Ce qui rend ce renversement particulièrement difficile est que pour la première fois les nouvelles techniques n'ont plus comme objet les éléments physiques, matière et énergie, mais l'information et la complexité.

Pourtant nous ne manquons pas de modèles de systèmes complexes : à commencer par nous-mêmes, et tous les systèmes qui ont pour but la survie autour de nous, de la « simple » amibe à l'écosystème global terrestre, qui comme Lovelock commence à l'explorer dans son hypothèse de « Gaïa » (5), peut être vu comme une gigantesque machine à rendre la survie possible malgré les perturbations permanentes venant de l'extérieur et de l'intérieur du système. Les sciences qui étudient les mécanismes de contrôle et de coordination dans les systèmes complexes peuvent nous donner des indications sur l'organisation efficace de ces systèmes. Or, ce qui en résulte est en contradiction avec le stéréotype d'organisation de l'homo faber. Cela nous mènerait trop loin de développer les théories sous-jacentes ici. Nous essaierons plutôt dans le chapitre suivant de revenir à la réalité

(5) Lovelock : « Gaïa », Oxford University Press, 1978. Comme collaborateur aux expériences de recherche de la vie sur Mars, il se rendit compte que des déséquilibres physico-chimiques sont indicateurs de vie et étudia de ce point de vue l'atmosphère terrestre.

en comparant sur plusieurs points le fonctionnement des systèmes complexes ouverts dans la nature et comment nos organisations essaient de résoudre leur problème de complexité.

5. QUELQUES COMPARAISONS DÉMONSTRATIVES

1. Où se prend la décision ?

Il ne doit pas nous étonner qu'actuellement cette question sonne presque comme une injure. En effet, une des caractéristiques de nos structures de décision tant sur le plan de l'entreprise que sur le plan politique est bien l'indécision. Cela devient compréhensible quand on se rend compte qu'une des premières règles de gestion de systèmes ouverts est la suivante : là où l'information est accessible, là commence le lieu de l'action, donc de la prise de décision. Cette action comprend alors deux phases :

- action cherchant à s'adapter à la perturbation (« bruit » converti en information) ;
- passage de l'information, augmentée de l'information sur l'action entreprise, à d'autres composantes du système, si elles sont impliquées.

Donc, dans les systèmes ouverts, la fonction, le métier de décider n'existe pas. Chaque composante a la fonction de décider sur base de l'information qui lui devient accessible. La division du travail en faiseurs et décideurs est liée au stéréotype qui voit la transformation de l'information en décision comme un métier, une spécialité. Et de là il n'y a qu'un pas pour faire cela machinalement : on fixe le lieu de la décision dans l'ordinateur qui devient « faiseur de décisions » programmé par un analyste, comme un « faiseur ouvrier » est programmé par un analyste du travail. Mais d'habitude, l'analyste n'a pas l'accès complet à l'information, et se garde bien de s'approcher de l'exécution avec toutes les perturbations dues à des changements internes et externes. Le lecteur qui a une expérience industrielle n'aura pas de peine à trouver des exemples de l'absurdité où mène la division du travail en décideurs et faiseurs.

Une anecdote qui me fut racontée récemment illustrera « l'efficacité » de ce type d'organisation : une machine produit en continu, l'opérateur a pour fonction de surveiller la machine, un contrôleur de qualité pour fonction de contrôler de temps en temps (schéma déterminé par un analyste) le produit. Quand l'opérateur voit que le produit ne semble plus correspondre à ce qu'il faut il doit en informer le chef des contrôleurs qui envoie un contrôleur s'il est disponible. Ce contrôleur voit que la cause du problème est un désajustage de la machine, ce que par expérience l'opérateur sait. Il doit en informer le chef des ajusteurs de machines qui lui envoie quelqu'un s'il est disponible. Cet ajusteur n'a qu'à ajuster une manette pour régler l'affaire. Perte de production moyenne de 30 minutes alors que l'opérateur sait très bien comment ajuster la machine.

Mais la sacro-sainte division du travail et la hiérarchie correspondante : délégation et chaîne de commande, outil de travail des analystes et base de l'organisation (systèmes de paiement, systèmes de contrôle, systèmes d'information) est depuis Taylor et Fayol vue

comme la seule manière « scientifique » d'organiser le travail d'une manière « efficace ». Toute dérogation à ces principes est vue comme perte « d'efficience ».

2. Qui est responsable ?

Le concept de responsabilité est lié directement à un certain concept de causalité. Dans les systèmes où les échanges d'informations engendrent continuellement des rétroactions, la relation et les interdépendances entre les différentes composantes du système déterminent beaucoup plus le comportement du système que l'activité isolée d'un élément. La responsabilité du comportement global du système est distribuée dans le système. Ce qui revient à dire que s'il y a responsabilité on doit la trouver dans ceux qui conçoivent les systèmes d'information beaucoup plus que dans les éléments qui font marcher ce système. Cela renverse fondamentalement les stéréotypes des « responsabilités » et des « responsables ». Il ne doit dès lors pas nous étonner que des mécanismes comme les « systèmes-parapluie », ou les boucs émissaires, ou le manque d'information, sont utilisés pour échapper à ce stéréotype de responsabilité hiérarchique qui par la prolifération des échanges est devenu périmé. Mais qui parle de responsabilité partagée parle en même temps d'autres structures de contrôle, de payement et d'information. La différence entre services de ligne, ou exécutifs, et services de staff, ou services auxiliaires (planification, contrôle de qualité, etc.) tend à perdre son sens. En politique aussi la scission des trois pouvoirs, législatif, exécutif et juridique est de plus en plus vidée de son sens parce que ne correspondant pas à la tendance à la concentration du pouvoir dans notre société : cette scission est donc basée sur une conception « non systémique » de division du travail. Sur le plan socio-économique, la recherche des « responsables » de la crise devient un exercice vain une fois qu'on a entrevu le caractère relationnel de la problématique. Autre chose est évidemment de montrer comment, au profit de qui, se fait la restructuration par la crise.

Responsabilité *partagée* implique du même coup *pouvoir partagé* et s'il y a une activité vraiment irresponsable c'est le pouvoir sans responsabilité qui devient inhérent aux systèmes hiérarchiques de pouvoir une fois que la complexité à gérer dépasse un certain niveau. C'est en cela qu'information et pouvoir sont étroitement mêlés : il n'y a pas moyen de capitaliser l'information comme instrument de pouvoir parce que l'information n'a de sens que partagée. Tout ce qui a trait à la centralisation mène directement à l'usage inefficace de cette information, donc à un gaspillage des possibilités des nouvelles techniques. On « n'a » pas l'information, on l'échange. Le risque qu'on tombe, avec l'information, dans le même imaginaire qu'avec la monnaie qui de moyen d'échange est devenue possession, est réel. L'analogie qui existe et la confusion qu'on fait entre monnaie et information demanderaient un autre article. Indiquons seulement que dans notre société la majorité de l'information quantifiée est exprimée en termes monétaires.

3. Combien d'information ?

L'économie d'information dont font preuve les systèmes biologiques pour assurer leur survie et leur développement est en contradiction avec la tendance des développements informatiques à stocker des informations de plus en plus nombreuses et les transmettre à des vitesses et capacités de plus en plus grandes. On se demande où est l'accroissement d'efficacité de l'organisation quand on remplace un pool de dactylos par des « word processors » qui produisent le double de rapports et de lettres par jour avec un quart du personnel, quand le seul sort qui attend la plupart de ces rapports est un classement, vertical ou autre. Il me paraît du plus haut comique d'entendre parler d'augmentation de productivité de la bureaucratie en termes quantitatifs sans dénoncer le caractère inutile de la plus grande partie de la production de ces mêmes bureaucraties. Et que vaut une duplication ou triplification du nombre de canaux de télévision si ces canaux sont remplis par les mêmes feuillets à des moments différents ? Le filtrage des milliers de stimuli, qui à chaque moment influencent nos sens récepteurs, pour ne laisser passer que ce qui a vraiment de l'importance pour notre adaptation permanente à notre environnement, en d'autres mots pour ne laisser passer que de l'information, est nécessaire pour éviter la surcharge des canaux de transmission du système nerveux. On retrouve très rarement des filtrages effectifs dans des systèmes usant des nouvelles techniques. Tout ce qui revient à produire des masses de données à des intervalles réguliers est en contradiction avec l'idée de filtrage : « l'événement », l'irrégulier est submergé dans des rapports périodiques et passe la plupart du temps inaperçu, surtout si l'information périodique est le résultat d'une agrégation, comme par exemple la moyenne sur la période. Mais dans le stéréotype hiérarchique cette agrégation est nécessaire parce que la capacité du cerveau humain de traiter l'information, soit-il celui de la concierge ou celui du PDG connaît les mêmes limites physiologiques. Dans ce sens-là, malgré et peut-être à cause de la prolifération de toute sorte de sources « d'information », nous manquons de réelle information parce que nos canaux de réception sont surchargés de « bruit » et d'information mélangés.

4. Qui a fait l'erreur ?

Un système viable, qui a pour but implicite la survie, doit continuellement trouver de nouveaux types d'action pour survivre dans un environnement en perpétuel changement. La recherche, passant par des essais et des erreurs est donc essentielle. En cela il est à remarquer que l'erreur est constituante de cette recherche et a donc une fonction propre. Indiquons ici deux éléments de cette fonction.

— Ce qui est ressenti comme erreur, comme bruit à un moment donné peut devenir la méthode de survie dans une autre situation. La présence de l'erreur évite le faux pas de la suradaptation, donc de l'incapacité de changer.

— La fréquence d'erreur est un indicateur certain de changements extérieurs ou intérieurs à un système et l'information

qu'apporte l'erreur est essentielle pour trouver les directions d'un changement de structure nécessaire à la survie.

Mais comme le stéréotype d'organisation évoqué plus haut ressemble plutôt à une horloge qu'à un organisme vivant et que dans les systèmes fermés de type mécanique une erreur peut effectivement causer l'arrêt de tout le mécanisme, il ne doit pas nous étonner que l'erreur encoure l'anathème. Cela s'exprime par exemple par l'obsession des chiffres exacts aussi bien sur de longues listes que sur des vidéos, cela s'exprime aussi par l'obsession de codifier tout comme si la variété qu'est la réalité est codifiable complètement. Malgré le fait que les psychologues ont depuis longtemps démontré que le cerveau humain est beaucoup plus apte à travailler avec des « patterns », à déceler des régularités dans ce qui est irrégulier, que de connecter des abstractions chiffrées, en informatique on ne semble pas s'en rendre compte. Un autre exemple classique est le développement d'un système où l'analyse est si profondément faite que le système magnifique qui en résulte est déjà périmé à son lancement. Ce souci d'exactitude dans l'analyse part du stéréotype qu'il faut tout prévoir à l'avance, qu'il faut tout connaître pour pouvoir éviter toute erreur du système. On construit un système suradapté donc sans chance de survie si ce n'est par le fait que l'homme qui se trouve quelque part dans le système arrange les choses pour que le système tourne malgré tout, mais cet homme *doit* donc en même temps être source d'erreur. A la centrale nucléaire de Three Miles Island l'homme a fait une erreur, mais c'est seulement lui qui au moment où les mécanismes de contrôle manquaient de moyens d'adaptation a sauvé les habitants de Harrisburg de la catastrophe.

6. PISTES DE RÉFLEXION

A la base des structures hiérarchiques bureaucratiques est l'hypothèse que chaque membre est limité à une seule tâche spécialisée. Si on abandonne le principe d'un homme - une tâche, la nécessité d'une organisation hiérarchique disparaît et le résultat sont des organisations qui au lieu d'une structure rigide de relations ont la capacité d'un fonctionnement multi-structuré. (Herbst : *Alternatives to Hierarchies*. Martinus Nijhoff, 1976.) (6)

Après les quelques exemples du chapitre précédent, il me paraît utile de donner — d'une façon très générale — des indications pour montrer que nous ne devons pas partir de zéro pour commencer à travailler à des types d'organisations capables d'user pleinement des techniques informatiques. Aussi bien sur le plan théorique, sur le plan de la critique scientifique que sur le plan pratique, des chercheurs (et est-ce que tout homme s'il veut vraiment être « gouvernator », ne devra pas se convertir en chercheur ?) ont travaillé les questions et ont proposé des réponses. Celles-ci, bien que dans la majorité des cas élaborées indépendamment, se ressemblent du fait de la confrontation expérimentale, cette fois-ci non pas dans des laboratoi-

(6) Herbst est psychologue, membre de l'Institut de Recherche du Travail à Oslo et brillant théoricien de l'Ecole socio-technique.

res (systèmes fermés) mais dans des environnements réels. Dans ce qui suit j'essaierai de résumer brièvement les conclusions les plus importantes auxquelles mènent théorie et expériences.

1. Dès maintenant la nécessité d'une gestion participative pour pouvoir gérer la complexité se fait sentir (groupes de travail, groupes de gestion, commissions, etc.) La contradiction entre une situation d'exploitation et de concurrence et cette nécessité est à la base des difficultés que rencontrent ces structures participatives, surtout si l'information comme possession est utilisée comme arme. Le développement de la société est de plus en plus incompatible avec les formes de la division du travail caractéristiques du capitalisme ou héritées de celui-ci.

2. Les progrès de la gestion participative n'excluent pas l'existence de hiérarchies. En effet, l'environnement d'un système, qui constitue les contraintes de celui-ci, est donc d'un niveau hiérarchique supérieur au système (ex. : le marché est d'un niveau hiérarchique systémique supérieur au service de vente et au secteur de la production). Mais cette hiérarchie ne doit pas être personnalisée. Il est important de noter que la délimitation d'un système et de son environnement — c'est-à-dire la fixation des niveaux hiérarchiques — est un *choix* à faire et non une donnée objective.

3. La gestion consistera surtout à s'assurer en permanence que ces choix restent opérationnels par rapport aux contraintes et changements de toutes sortes survenant dans l'environnement pour éviter de gérer des systèmes imaginaires comme c'est le cas pour beaucoup de nos institutions actuellement. Comme l'information est une relation complexe entre un système et son environnement, l'usage de l'informatique dans la gestion aura une place prépondérante.

4. La relation entre organisations sera de type écologique, ou d'ajustement mutuel (ex. : il n'y a pas de structure internationale d'organisation du trafic ferroviaire; il y a eu adaptation des organisations nationales, ce qui n'empêche pas ce trafic de fonctionner). Les superstructures organisationnelles (cf. Communauté européenne, multinationales) s'avèrent de moins en moins capables d'adaptation. Cette relation sera davantage réalisable si les membres ont leur rôle de gestion dans plusieurs organisations.

5. Les techniques informatiques utilisées comme des extensions du cerveau (ainsi qu'un marteau peut être vu comme une extension du bras et de la main), pourvoieront au manque de capacité de ce même cerveau de travailler avec beaucoup de données simultanément. Elles serviront beaucoup plus de filtres actifs de données que de générateurs de données.

6. Le processus d'organisation et de développement social est avant tout politique. Le fait que la complexité existante et l'accélération du changement demandent de nouvelles compétences, n'élimine pas mais au contraire renforce le besoin de connaissance et de conscience politique. On doit trouver un équilibre dans la société entre la connaissance et la compréhension des phénomènes sociaux de base

de la part de tous les membres, et la connaissance spécialisée des élites. A défaut de cet équilibre, deux alternatives dangereuses apparaissent : ou bien on prête au peuple une sagesse immanente, ou des formes monopolistes de pouvoir sont concentrées aux mains des élites : scientifiques, technocrates, militaires, « clergé » de toute sorte, en fonction de formes spécifiques d'organisation sociale.

7. Pour mesurer les résultats d'une organisation en regard des buts organisationnels, l'unique mesure monétaire ne sera plus suffisante. En effet, par le fait que l'organisation comme élément d'une écologie sociale aura des objectifs contradictoires en constante dialectique, une mesure unidimensionnelle devient inadéquate. La gageure de mettre tout en coûts-bénéfice est intenable.

8. Les machines prendront sur elles la plupart des activités routinières de la fabrication d'objets. Comme il y a nécessité pour tous de travailler comme « gestionnaire » social, ceci ne doit pas créer un sous-emploi. Mais les conceptions de lieu de travail, de temps de travail, de rémunération du travail, devront changer en même temps que le contenu du travail.

9. Comme l'homme est essentiellement un animal social, le travail en groupe (soit gestion, soit recherche, soit fabrication) est une forme de travail nécessaire. La tendance, dans l'automatisation, à individualiser les postes de travail s'avère antiproductive en regard de l'adaptabilité, donc de la survie de l'organisation.

Il est loisible, à partir de ces quelques indications, d'esquisser une vision de la société de demain, en se gardant toutefois des spéculations idéalistes. En se disant aussi que le concept de « la » société de demain est en contradiction avec la pluriformité de modèles de survie trouvés dans la nature. En ce qui concerne les sociétés, souhaitons qu'elles soient le résultat de choix conscients à la fois des possibilités et des limites. Il n'y a qu'une chose à espérer, c'est que nous mêmes nous travaillions à formuler et concrétiser ces choix et que nous ne nous laissions pas déterminer par les stéréotypes périmés et leurs défenseurs.

7. EN GUISE DE CONCLUSION

De 1971 à 1973 au Chili, sous le gouvernement Allende, S. Beer a commencé avec une équipe anglaise et chilienne le projet CYBERSIN (7). Le but de ce projet s'énonçait :

Etant donné un système complexe nommé l'industrie nationalisée, sujet à des changements très rapides (ampleur, produits, prix, etc.), et insérée dans un système plus large (l'économie nationale, à son tour insérée dans la vie socio-politique nationale), et sujet à des conditions ou limites politiquement très spécifiques, on demande de développer une structure et un flux d'information pour que la prise de décisions, le planning et les opérations répondent d'une manière satisfaisante à un programme de demandes externes et que le système reste viable.

(7) Un compte rendu de ce projet par Schwember, un des collaborateurs, se trouve dans : *Concepts and Tools of Computers-assisted Policy Analysis*, H. Bassel éd., Birkhäuser, 1977.

Ce projet, interrompu par les événements de septembre 1973, fut mené sur les bases théoriques et pratiques dont j'ai essayé de donner quelques éléments dans cet article.

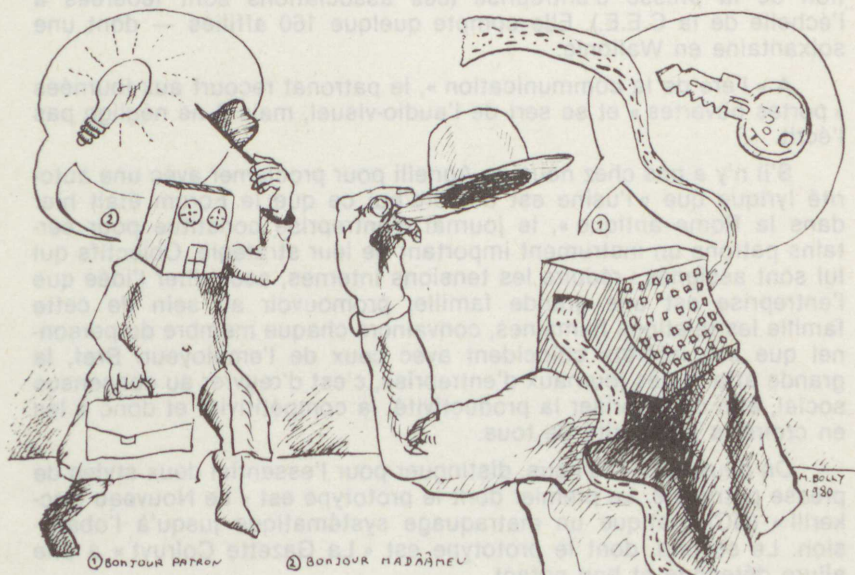
Je crois qu'Allende, dans la situation paradoxale d'un marxiste convaincu de la nécessité d'un plan central et d'un démocrate convaincu de la nécessité du pouvoir au peuple, n'aurait pu choisir de meilleur modèle pour transcender cet antagonisme qui n'est dû qu'aux stéréotypes existants. Toutefois, l'expérience chilienne nous montre également le danger qui guette tout changement de structure qui, obligatoirement, doit toucher aux privilèges de ceux qui dilapident le potentiel humain par intérêt propre ou par aveuglement, ce qui n'est pas moins dangereux. Sur ce point permettez-moi une dernière citation de Schwember :

« Le fait que l'expérience du Chili a trouvé une fin si tragique est un avertissement sérieux pour beaucoup. L'échec même prévient une acceptation facile et bon-marché des outils discutés dans ce rapport. D'autre part les seuls outils ne sont jamais ni la cause ni la conséquence d'un succès ou d'une catastrophe sociale. Pourtant, nous qui avons partagé les conséquences de cet échec, partageons aussi la foi dans la valeur de l'expérience ».

A LIRE AUSSI DANS LES C.M. :

« Informatique et politique », Pierre Beauvois, septembre 1979.

Table ronde : « Nouvelles techniques, luttes nouvelles », septembre 1980.



Coup d'œil sur quelques journaux d'entreprise

Dans la vaste campagne idéologique menée depuis le début de la crise pour faire accepter aux travailleurs « le partage des sacrifices », la presse patronale d'entreprise remplit une fonction particulière.

Il existe en Belgique, comme dans les pays voisins, une association de la presse d'entreprise (ces associations sont fédérées à l'échelle de la C.E.E.). Elle compte quelque 160 affiliés — dont une soixantaine en Wallonie.

A « l'ère de la communication », le patronat recourt aux journées « portes ouvertes » et se sert de l'audio-visuel, mais il ne néglige pas l'écrit.

S'il n'y a pas chez nous un Agnelli pour proclamer avec une autorité lyrique que « l'usine est aujourd'hui ce que le Forum était hier dans la Rome antique », le journal d'entreprise constitue pour certains patrons un instrument important de leur stratégie. Objectifs qui lui sont assignés : réduire les tensions internes, accréditer l'idée que l'entreprise est une grande famille, promouvoir au sein de cette famille les relations humaines, convaincre chaque membre du personnel que ses intérêts coïncident avec ceux de l'employeur. Bref, la grande affaire des journaux d'entreprise, c'est d'œuvrer au consensus social, afin de favoriser la productivité, la compétitivité et donc à les en croire la prospérité de tous.

On peut, pensons-nous, distinguer pour l'essentiel deux styles de presse patronale. Le premier dont le prototype est « Le Nouveau Cockerill » (NC) pratique un matraquage systématique jusqu'à l'obsession. Le second, dont le prototype est « La Gazette Colruyt » a une allure détendue et bon enfant.

Nous tenterons une analyse de l'un et de l'autre, analyse qui fera apparaître qu'au delà des différences évidentes de tonalité, le dessein est identique.

Quelque mots pour rappeler que Cockerill est une entreprise ancienne (fondée en 1817), liée depuis longtemps à la Société Générale, ancrée dans la région liégeoise où elle a acquis la stature d'une institution — dont la puissance paraissait acquise à jamais.

La crise de la sidérurgie y a, on le sait, de redoutables répercussions sur le plan de l'emploi. S'il y paraît depuis plus de trente ans un journal patronal, celui-ci est bimensuel depuis 1977 et est diffusé depuis lors plus largement que naguère : à la fois au domicile des travailleurs, dans la population locale et en direction du monde politique. Cette innovation coïncide avec le nouveau style de gestion de M. Julien Charlier, épris de management dynamique et moderne, soucieux d'un « nouveau dialogue social ». Elle coïncide avec le début de la « restructuration » de la sidérurgie liégeoise.

Quels sont les thèmes dominants dans « Le Nouveau Cockerill » ?

C'est d'abord celui de la productivité. « La productivité doit être accrue », c'est LE leitmotiv.

« Cockerill se bat, le dos au mur, contre des concurrents performants et dangereux. Sa seule chance réside dans l'accroissement de la productivité » (NC, novembre 1979).

« L'emploi improductif tue l'emploi productif. L'objectif de travailler avec l'effectif minimum consiste d'abord à faire une chasse impitoyable à l'improductivité. La Wallonie croule sous la double charge de sa bureaucratie inutile et de l'improductivité des Wallons » (Exposé de J. Charlier aux 200 délégués syndicaux de Cockerill, le 20 décembre 1979 — NC spécial, janvier 80).

Pour accroître la productivité, le journal traque les temps morts. Sous le titre « Les tire-au-flanc », le NC de décembre 1979 s'interroge sur les causes de l'absentéisme. Le mal s'aggrave. « La montée de l'absentéisme est sans doute le signe d'autre chose, d'une démotivation ou d'un malaise chez certains. Mais, très concrètement, elle entraîne au sein des équipes de travailleurs, des conséquences qui ne sont pas toujours perçues clairement ». Et après avoir cité divers exemples d'absentéisme — le dimanche, en semaine, avec raisons et sans raisons — l'article se termine par ces mots : « Au fond, c'est facile de s'absenter puisque ce sont les présents qui trinquent. »

Le mois précédent, le NC constatait qu'« après l'heure c'est plus l'heure ». Le journal dénonçait le retard quotidien d'un tiers des appointés de Jemeppe. « Toutes les minutes, qui coûtent cher à Cockerill, sont précieuses et doivent rapporter ».

Mais il n'y a pas que l'absentéisme qui coûte cher. Il y a aussi les grèves, les arrêts de travail, le « gâchis social ».

Voici un échantillon de réactions du NC en semblable circonstance, à Chertal.

On croit rêver ! Et pourtant, non : les faits sont là. Le 27 novembre dernier, l'ingénieur responsable du secteur est soucieux de vérifier l'avancement des travaux de rectification des cylindres dont il aura besoin pour un montage prochain. Il pénètre donc, comme chaque jour, dans l'atelier de rectification où travaillent douze hommes par poste. C'en est trop au goût de quelques excités qui montent sur leurs grands chevaux décident de partir en grève. Motif ? L'ingénieur vient contrôler trop souvent et il exige trop de travail. (...) Deux autres équipes font grève en solidarité. Belle solidarité. Bien à l'image d'un atelier chroniquement en proie à l'anarchie par la faute de quelques meneurs de l'antiproduktivité.

... ..
Cockerill en a marre de ceux qui s'amuse à tout foutre en l'air. Maintenant, c'est fini. Les branches mortes, on les coupera.

Dans le numéro d'octobre 1979, le NC note que si la production de septembre est très décevante, c'est pour des causes autant sociales que techniques. Parmi les premières : trois grèves — la première à Oxymétal, la deuxième le 27 septembre à l'occasion des fêtes de la Wallonie, la troisième aux hauts fourneaux de Seraing contre la nomination d'un chef de poste. Titre de l'article : « Bois vert bois mort ». L'éditorial du NC de décembre 79 s'en prend à la grève « politique » du 7 décembre.

A toutes ces annotations s'ajoute de manière complaisante la référence au grand exemple japonais, où chaque entreprise a son syndicat-maison. Ah ! Si seulement les ouvriers wallons avaient la mentalité japonaise, comme J. Charlier serait heureux. Exemple : « Les syndiqués japonais ont une confiance fondamentale dans leur Société (au sens de « entreprise » — les CM), favorisée par l'emploi à vie, le classement par ancienneté et les avantages sociaux de tout genre. D'habitude, ils considèrent l'intérêt général de la Société avant de présenter leurs revendications » (juin 80).

Les yeux tournés vers les vertus nipponnes, M. Charlier déclare le 20 décembre 1979 aux délégués syndicaux de Cockerill : « Si nous regardons le nombre d'arrêts sociaux, ce que l'on a appelé le gâchis social, nous voyons qu'en 1979, nous dépassons les 500 arrêts sociaux, c.à.d. pas loin de deux grèves par jour. A ma connaissance, aucun de ces arrêts n'a suivi les procédures et les conventions de préavis de grève que nous avons signées. Ceci m'amène à vous poser une question : quelle est encore la crédibilité que l'on peut avoir dans la signature syndicale ? Quand vous signez un engagement, que vaut encore votre parole ? ».

Le langage est direct, agressif même. La paix sociale paraît très loin. Cinq mois plus tard, le même J. Charlier exulte : un accord vient d'être signé pour 1980. Il prévoit « la mise en œuvre d'une véritable politique de paix sociale, de concertation et de contribution active de tous au redressement de la Société ». NC se réjouit de voir « les conditions du renouveau, du redressement de Cockerill désormais en place », car l'entreprise a réalisé une progression record en matière de productivité.

Dans un NC spécial de mai 1980, M. Charlier — le visage pensif sur fond de coucher de soleil — annonce dans un « Message » de

nouvelles réductions d'effectifs. Le pacte de paix sociale est en marche ! Aux travailleurs survivants, on offre des expériences de participation directe à la solution de problèmes les concernant.

En fait, le fameux pacte social, si âprement recherché par le PDG de Cockerill ne garantit en aucune manière l'emploi. Pour le 4^e trimestre de 1980, de nouvelles et graves menaces pèsent sur le personnel et tous les engagements antérieurs de la direction sont remis en question.

Bien sûr, la crise est une réalité. La surproduction mondiale d'acier est incontestable et le plan Davignon n'a rien de mythique. Mais Cockerill n'est pas né en 1974. Comment les puissances financières qui le contrôlaient ont-elles préparé son avenir ? Fort mal, c'est le moins qu'on puisse dire, puisque la sidérurgie belge est une industrie hypertrophiée, rendue vulnérable par sa dépendance des marchés extérieurs et par la diversification très insuffisante de ses produits. M. Julien Charlier le sait. A « L'Echo de la Bourse » il confiait (le 24 novembre 1977) : « Notre industrie souffre gravement aujourd'hui de surcapacités résultant de la gestion paroissiale des investissements ». Mais si le PDG de Cockerill reconnaît les fautes du passé (tout en choisissant ses confidentes), il ne semble pas avoir compris que la seule voie de salut pour la sidérurgie belge est de privilégier les produits les plus élaborés et de développer les fabrications métalliques, grosses consommatrices d'acier.

En tout cas, et c'est ce qui nous intéresse surtout dans le cadre de cet article, pour le « Nouveau Cockerill », les difficultés de l'entreprise proviennent ou bien de l'extérieur (la crise mondiale, le pétrole arabe) ou bien des travailleurs qu'il s'agit de culpabiliser, parce qu'ils sont absents, en retard ou en proie à l'agitation sociale. Collectivement, les ouvriers liégeois et les syndiqués sont des jean-foutre. Considérés un à un, et à condition qu'ils se désolidarisent des autres, ils peuvent être productifs, compétents. Rien n'est dit sur les lourdes fautes de gestion du passé. Très peu est dit sur les subsides de la collectivité — par contre, le NC n'hésite pas à réclamer de la ville de Seraing une exonération « temporaire » des taxes industrielles pour les nouveaux investissements. Des investissements financés par la collectivité, des investissements destructeurs d'emplois...

Restons dans le secteur sidérurgique, mais voyons le bimestriel édité pour le personnel du Triangle de Charleroi.

Non sans imprudence, la rédaction du périodique daté de juillet 1980 terminait son éditorial par les mots : « Nous vous fixons rendez-vous en septembre. Revenez-nous plein de feu, car nous allons avoir besoin de toutes vos ardeurs ». De toutes, vraiment ? C'est cependant dans la deuxième quinzaine du mois d'août, que M. Albert Frère, le grand patron du Triangle annonçait aux responsables syndicaux de l'entreprise sa décision de procéder à 800 licenciements supplémentaires.

Le journal patronal du Triangle écrivait, en juillet 1980, sous la signature d'un ingénieur : « Un bon climat social et d'excellents contacts humains sont des éléments capitaux avec lesquels il faut comp-

ter afin d'amener une usine en compétition sur le marché. Il faut, en effet, que non seulement chaque individu se sente concerné mais qu'en plus, il sente que tout le monde œuvre dans le même but ».

Nous voilà au centre de la mystification qui constitue la raison d'être des journaux d'entreprise : « tout le monde œuvre dans le même but ». Si c'était vrai, pourquoi licencier 800 personnes qui participent à l'effort commun ?

Sortons de la sidérurgie, mais restons à Charleroi.

« Caterpillar World » est le journal patronal diffusé parmi le personnel de la filiale belge de Caterpillar. Il porte ostensiblement son étiquette américaine et c'est le « big boss » d'outre-Atlantique, Robert Gilmore, qui signe l'éditorial. Que dit-il ?

Pour persévérer dans la voie du succès, Caterpillar a besoin de votre aide, pour que le prix de revient de ses produits soit toujours inférieur à la valeur que leur prêtent nos clients.

Pourquoi ? Non seulement pour que la Société rentre dans ses frais, mais aussi pour qu'elle fasse des bénéfices. Les bénéfices sont les meilleures garanties de l'emploi.

Les travailleurs de Caterpillar ont trimé dur, mais malgré le record battu en 1979 pour le chiffre d'affaires, quand l'été 1980 fut venu, des menaces contre l'emploi se sont précisées — notamment sous forme de chômage partiel.

Avec « La Gazette Colruyt », on s'éloigne à la fois de la sidérurgie, de la métallurgie, et dans une certaine mesure de la Wallonie.

Colruyt est une entreprise familiale de distribution située à Halle, dans le Brabant flamand, mais qui essaime à travers le pays. La Sofina (Société Générale) y a pris une importante participation en 73. En dix ans, le personnel est passé de 200 à 2.200 unités. Le journal d'entreprise (traduit du néerlandais) respire la prospérité : on agrandit, on ouvre de nouveaux départements, on embauche, on pavoise. Le style est donc plus détendu que celui du « NC », et les caractéristiques du journal sont différentes. Ce qui domine ici, ce sont deux préoccupations : faire apparaître que la firme est une grande famille, démontrer que c'est une maison de verre.

— Grande famille : bien plus encore que dans des périodiques patronaux d'industries anciennes, « La Gazette Colruyt » fait place aux récits personnels. Les gens qui travaillent au service juridique, au service social, à l'accueil, etc., racontent leur vie — photo souriante à l'appui — pour se présenter à leurs collègues. On saura ainsi que Raymonde D., 29 ans, est mère de trois enfants, qu'elle a fait ses études à l'athénée d'Enghien et à l'école Funck de Bruxelles, qu'elle a travaillé pendant six ans dans une fabrique de chicorée. Que Magda, 24 ans, qui rédige les textes publicitaires de la firme, est une volleyeuse acharnée, qu'elle a conquis sa licence en philologie germanique à la KUL, et qu'elle a répondu à beaucoup de petites annonces avant de trouver son bonheur à Colruyt.

A chaque parution de la Gazette, on trouve une page entière (au moins) pour répertorier les mariages, naissances, embauches et

décès du personnel. Les bals organisés par le personnel semblent connaître un vif succès.

Enfin, les innovations (parfois hardies) en matière de personnel, par exemple la création d'une fonction de magasinier-vendeur au féminin, fait après quelques mois l'objet d'une évaluation par les intéressés, ainsi que par la rédaction. Photos encore, avec commentaires sur l'expérience.

— Maison de verre : des articles didactiques exposent la situation financière de la firme, l'affectation des bénéfices, etc. On notera à cet égard que la part des salaires, appointements et charge sociales représente 10 % du chiffre d'affaires. Par ailleurs, la mise en marche de nouvelles machines ou de nouveaux départements est commentée, de manière à cultiver une « fierté Colruyt ».

Le personnel étant aussi client, le journal d'entreprise ne recule pas devant une certaine publicité, qu'il s'agisse de pâtes alimentaires, de fromages ou de maisons finlandaises préfabriquées. On notera enfin l'importance très grande accordée à la formation-maison — avant tout pour les programmeurs, mais aussi pour les bouchers ou vendeurs spécialisés.

L'entrée en service du 2000^e collaborateur de Colruyt a été célébrée en présence du bourgmestre de Halle et de trois ministres, Roger De Wulf, Renaat Van Elslande et Jos Chabert. Ce fut l'occasion pour le patron, Jo Colruyt, d'expliquer son affaire.

Le succès de l'entreprise Colruyt n'est possible que parce que chaque jour des clients consommateurs décident de payer une certaine somme d'argent pour les marchandises qu'ils choisissent d'acheter chez nous. Parce que nous sommes moins chers, parce que nous sommes plus serviables.

... ..
Celui qui chaque jour est disposé à travailler beaucoup, à faire un maximum pour servir les clients consommateurs ; celui qui est disposé à respecter des horaires difficiles à cet effet, celui-là pourra faire partie de l'équipe Colruyt. Il est possible de garantir une sécurité et un avenir favorable à cette équipe, parce qu'elle joue bien le jeu. Elle n'admet que les bons joueurs.

Du côté patronal, le jeu est joué en tenant compte de la législation sociale et de la force syndicale. Mais il va de soi que c'est le jeu capitaliste, qui implique une course au profit. Pour qu'aucun des lecteurs de « La Gazette Colruyt » n'en ignore, elle a pris le soin de leur distiller un résumé de la brochure de la Fédération des Entreprises de Belgique sur les bienfaits du profit.

Il n'est évidemment pas question pour nous d'articuler un grief personnel à la « Gazette Colruyt ». Elle s'insère dans un système donné. Mais ce système a sa logique de fonctionnement : le profit privé se nourrit d'un travail non-payé. Et en système capitaliste, l'amélioration de la productivité ne peut garantir l'emploi. Pas plus que n'importe quelle volonté d'« humaniser » les relations sur le lieu du travail ne saurait gommer des rapports de production fondés sur l'inégalité et l'aliénation.

Rosine LEWIN.

Pologne : les fruits mûrs d'un été chaud

« Je suis profondément convaincu que le jour viendra où les ouvriers parleront de nouveau du Parti ouvrier unifié polonais comme de leur parti. Non seulement parce qu'il guide le peuple sur la voie socialiste et du développement, mais parce qu'il réalise sa mission de guide par des méthodes qui le rapprochent de la société, qui établissent la confiance et son autorité. »

« La tâche la plus importante est de restaurer la confiance de la classe ouvrière et de tous les travailleurs dans le parti. »

« Nous devons surmonter la division (syndicale). Mais on ne peut pas ne pas voir que la revendication de nouveaux syndicats était majoritaire. Les auteurs de cette revendication se sont clairement, et d'eux-mêmes, dissociés des slogans antisocialistes. Nous devons simultanément entreprendre la rénovation du mouvement syndical pour qu'il devienne un défenseur actif des intérêts de la classe ouvrière. »

Ces phrases prononcées par le nouveau premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), les deux premières la nuit de son élection par le Comité central, la troisième devant des militants de Katowice, en pleine région minière de Silésie, ces phrases résument bien tout l'enjeu de la situation politique et sociale en Pologne au lendemain des accords historiques de Gdansk et des changements qu'a connus la direction du POUP au terme de cet été polonais.

En quelques mots, Stanislaw Kania a indiqué l'essentiel : la perte de confiance envers le parti, l'inexistence des syndicats sur le terrain de la défense des intérêts des travailleurs. Devant cette situation, une volonté *majoritaire* s'était développée en faveur de réformes qui ne remettaient pas en cause pour autant les fondements de la société socialiste.

Il appartiendra au parti de restaurer cette confiance. Mais cette fois, le POUP ne sera plus le seul acteur du processus de renouveau. La reconnaissance et le développement de syndicats autonomes, en brisant le monopole du parti, crée une situation tout à fait nouvelle. La classe ouvrière n'aura plus à s'identifier à un parti-guide (ou plutôt à s'en remettre à lui). Tout en reconnaissant à ce parti un rôle dirigeant dans la société, elle pourra faire entendre sa voix à travers des organisations indépendantes de l'Etat et qui pourront jouer un rôle de contrepoids, de témoin de l'état de la conscience sociale face aux initiatives du pouvoir.

Il est évident que nous n'en sommes encore qu'aux premiers balbutiements. Ce n'est que petit à petit que se façonnera le nouveau visage socialiste de la Pologne, que s'institutionnalisera et se régularisera le dialogue entre l'Etat, le parti et cette nouvelle forme de « contre-pouvoir ». Mais il est tout aussi évident que nous avons assisté cet été à un changement fondamental dans le système de gestion d'une société socialiste d'Europe orientale. Un changement important par lui-même, mais surtout gros de potentialités nouvelles. La classe ouvrière polonaise, à travers une action ferme et mesurée, a pris elle-même en main un processus de renouveau du système socialiste en le faisant de manière telle qu'elle n'a pas pu être confondue avec l'un ou l'autre élément « antisocialiste ».

« SOCIALISME RÉEL » : DES RAISONS D'ESPÉRER

En arrivant à faire signer l'accord de Gdansk, les ouvriers polonais ont réussi à montrer une chose qui fera date, sans aucun doute, dans l'histoire du mouvement ouvrier international : que les pays d'Europe de l'Est — les pays du « socialisme réel », comme ils se nomment eux-mêmes — ne sont pas des sociétés aussi bloquées que d'aucuns le pensaient ; qu'il est possible d'y engager un processus de rénovation ; et que ce renouveau passe par un élargissement des libertés et des droits démocratiques.

On comprendra dès lors que les communistes occidentaux, ceux qui se rattachent au courant eurocommuniste, suivent avec tant d'attention et d'espoir ce qui se passe aujourd'hui en Pologne. D'abord parce que toute démocratisation à l'Est ne peut qu'aider leur combat pour le socialisme ici en Europe occidentale. Mais aussi parce que les événements de l'été polonais viennent confirmer nombre de réserves et de critiques qu'ils exprimaient à propos du fonctionnement des sociétés d'Europe de l'Est. Quand ils parlaient de la nécessité de réformes, ce n'était pas par une sorte d'impérialisme culturel, pour le plaisir de plaquer sur ces sociétés combien différentes des nôtres les schémas d'une démocratie de type occidental, mais parce qu'ils sentaient que les problèmes profonds qui restaient sans solution depuis plusieurs années dans les pays d'Europe de l'Est appelaient des réformes. Et que ces dernières ne pouvaient passer que par un élargissement des libertés.

C'est par exemple, ce qu'analysait très bien Claude Renard dans son rapport sur le mouvement communiste international en janvier

1978. « *Nous n'avons pas, expliquait-il en parlant plus particulièrement de l'URSS, à vouloir exporter nos thèses pluralistes dans des pays où l'histoire a créé le système du parti unique. A mon sens, d'ailleurs, la recherche théorique la plus féconde à cet égard s'attacherait moins à la problématique du parti unique qu'à celle des conditions de base de son dépassement, par le déblocage ou l'activation du processus de déperissement de l'Etat (et donc du couple parti-Etat)* ».

L'aspiration à plus de démocratie, constatait également Claude Renard, « *n'a été ressentie jusqu'ici de façon aiguë que dans certaines couches de travailleurs intellectuels, dont une petite minorité réagit aux abus de la bureaucratie en se marginalisant et en produisant ce qu'on appelle la "dissidence"* ». Mais le besoin d'un élargissement des libertés, ajoutait le vice-président du PCB, se développe dans le monde entier : il « *existe aussi dans les pays socialistes, avec ses formes propres, et si certains d'entre eux tardent trop à lui donner des réponses appropriées, conformes à la nature même du socialisme, il en résultera une aggravation de troubles politiques qui, pour le moment, peuvent encore être limités ou marginaux* ».

Ces phrases ne conservent-elles pas toute leur actualité aujourd'hui ? Face aux blocages du pouvoir, la Pologne a bel et bien été confrontée à des troubles politiques. Mais la nouveauté est que ces troubles n'ont pas atteint le niveau de gravité qu'ils avaient connu précédemment et, surtout, que la revendication d'un élargissement des libertés n'a plus été le seul fait de couches intellectuelles mais a été exprimée avec force par la classe ouvrière elle-même.

La nouveauté ne gît d'ailleurs pas uniquement dans l'action des ouvriers polonais. On la retrouve aussi dans le comportement des dirigeants du parti face à cette action. Tout le monde, de *La Libre Belgique* à *L'Humanité*, du *Monde* au *Soir*, a souligné en s'en félicitant que le pouvoir n'a pas eu recours à la force (ce qui, soit dit en passant, est indicatif de l'image « normale » que donne le pouvoir dans les pays du socialisme réel, y compris dans l'opinion communiste). Et en effet, cette attitude nouvelle de la direction du POUP a sans doute été un des éléments déterminants du processus qui a conduit aux accords de Gdansk. Bien qu'il faille aussi noter — et cela influencera probablement la suite des événements — que si le parti a fait preuve de réalisme et d'autocritique, sa direction n'en a pas pour autant été un élément moteur de la lutte pour le renouveau du socialisme en Pologne.

1956, 1970, 1976... : LES JALONS DE LA COLÈRE

Il reste cependant à expliquer les raisons de ce bouillonnement que connaît la Pologne depuis le début de l'été. On aborde ici ce qui fait la particularité de la Pologne par rapport aux autres pays socialistes d'Europe orientale. Ce qui ne veut d'ailleurs pas dire que les leçons qu'on peut tirer de cette analyse n'ont pas de valeur pour les autres pays du « socialisme réel ».

Les grèves du mois d'août et la plate-forme revendicative des ouvriers de Gdansk ne sont évidemment pas tombées du ciel. Elles sont la suite des événements de 1956 et de 1970, et si ces revendications ont finalement abouti, c'est sans doute grâce à l'ampleur et à la détermination du mouvement, mais aussi parce que le pouvoir se trouvait face à une société aux caractéristiques bien particulières.

Ce n'était pas la première flambée sociale du genre en Pologne. En 1956 déjà, un mouvement de protestation populaire, accompagné de grèves, aboutit à un bouleversement de la direction du POUP. Porté au pouvoir par le mouvement populaire, Gomulka engagea un processus de réformes dont certaines portent encore leurs fruits aujourd'hui. Il en est ainsi de la liquidation des instruments répressifs du stalinisme. C'est de cette époque que date cette liberté de ton, sinon d'expression, qui tout au long des années 60 et 70 a contribué, avec des hauts et des bas, à donner de la société polonaise une image plus ouverte que celle de la plupart de ses alliés. C'est alors également que furent créés les conseils d'autogestion ouvrière qui répondaient aux aspirations des travailleurs à une plus grande participation à la gestion des entreprises. Ces conseils furent cependant progressivement mis en veilleuse et la bureaucratie réoccupa bientôt une place démesurée. A la fin des années soixante, alors que la situation économique s'était lentement détériorée, Gomulka et les autres dirigeants étaient isolés à la tête du parti et de l'Etat, incapables d'évaluer l'état d'esprit de la population. Une brutale hausse des prix mit le feu aux poudres.

Au lendemain des tragiques événements de la Baltique, en décembre 1970, où des dizaines d'ouvriers tombèrent sous les balles de la milice, Edward Gierek remplaça Gomulka. Lui aussi arriva au pouvoir avec un programme réformateur. Non seulement il s'engagea à élever rapidement le niveau de vie de la population, mais il promit aussi une remise en activité des conseils d'autogestion, une réforme des syndicats et une démocratisation du fonctionnement du parti et de l'appareil d'Etat.

Le pari économique fut en bonne partie gagné. Grâce notamment à une politique d'ouverture à l'Ouest et à des emprunts sur le marché occidental, la Pologne se lança dans une opération sans précédent d'investissements et de modernisation de son industrie. Les salaires réels de la population augmentèrent à un rythme soutenu (15 % par an), en tout cas pendant les cinq premières années. Le pays accéda au rang de dixième puissance industrielle du monde.

Ces résultats firent naître de grands espoirs. La popularité de Gierek était impressionnante. Les Polonais avaient enfin le sentiment de recueillir les fruits de vingt-cinq ans de socialisme. Mais cette euphorie masqua nombre de problèmes irrésolus. La démocratisation promise se heurta à l'inertie des appareils bureaucratiques et la direction du parti, malgré quelques tentatives, ne parvint pas à briser les verrous, les écrans que la bureaucratie érigeait entre les responsables du pays et la population, y compris dans le parti.

En juin 1976, l'alerte fut chaude. Une augmentation des prix des produits de base (fortement subsidiés), décidée sans consultation ni information de la population, provoqua des manifestations à Ursus et à Radom. Par crainte de voir le mouvement s'étendre, le pouvoir fit marche arrière et ramena les prix à leur niveau de 1970.

Ce recul ne fit cependant qu'aggraver les déséquilibres économiques qui se manifestaient à partir de 1975. L'éclatement de la crise dans les pays capitalistes ferma à la Pologne bien des débouchés sur lesquels elle comptait pour rembourser les dettes qu'elle y avait contractées. Sur le plan intérieur, l'agriculture, fractionnée en de multiples petites exploitations individuelles et archaïques, ne parvenait pas à satisfaire les besoins du marché. Dans l'industrie, une productivité insuffisante ne permettait pas de rentabiliser les investissements ni de couvrir les augmentations de salaires. En même temps, en liaison avec ces deux premiers facteurs, les déséquilibres du marché n'ont cessé de s'aggraver depuis 1970. Alors que les salaires augmentaient considérablement, le marché était caractérisé par une pénurie chronique d'articles de consommation courante et de produits alimentaires, de viande en particulier. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande a ainsi alimenté une inflation qui depuis 1977 a absorbé les augmentations de salaires et les a même dépassées en 1979. Cette baisse du pouvoir d'achat ne pouvait qu'accentuer la sensibilité des Polonais au problème des prix.

Cette inflation a cependant relativement épargné le secteur alimentaire où les prix officiels des produits de première nécessité étaient bloqués depuis plus de dix ans. Mais ces prix sont devenus tout à fait inadaptés à la réalité économique, notamment aux coûts de productions. Leur subsidiation par l'Etat a fini par entraîner pour celui-ci des charges insupportables : cette année, plus de 40 % de son budget sera mangé par les subsides aux produits alimentaires.

La décision du gouvernement dirigé par Edward Babiuch de les augmenter progressivement était donc de bonne gestion. Pourtant, dès la première hausse du prix de la viande, au début de juillet, il s'est heurté à une vague de protestations dans les entreprises. L'ouvrier polonais est-il donc incapable de reconnaître certaines réalités économiques ? Non, bien sûr. Mais, à supposer qu'il ait été correctement informé (*), la décision d'augmenter les prix est intervenue à un moment où les tensions au sein de la société polonaise avaient atteint un point tel que les travailleurs n'étaient plus prêts à accepter un quelconque sacrifice sans avoir la certitude qu'il serait compensé par ailleurs. Or, cette certitude, ils ne pouvaient pas l'avoir étant donné l'état de désorganisation complète de la société.

(*) Sous l'effet de la censure, la presse avait perdu toute crédibilité. Ses colonnes étaient remplies de discours et d'éditoriaux moralisateurs qui ne touchaient personne. Certaines informations économiques étaient considérées comme des « secrets d'Etat ». Il en va ainsi de la dette extérieure, dont on sait maintenant qu'elle atteint 20 milliards de dollars. Lors de mon passage à Varsovie en juin dernier, un journaliste de Trybuna Ludu, pourtant spécialiste des questions économiques, se disait incapable d'en donner le chiffre exact.

LES DESSOUS D'UNE CRISE GLOBALE...

A la veille des grèves de cet été, on ne pouvait plus se contenter de parler de difficultés économiques ou de blocages bureaucratiques. C'est à une crise globale que la société polonaise se trouvait confrontée. Au-delà du problème des prix et de l'approvisionnement, le système de production lui-même était touché : de nombreuses entreprises étaient obligées de suspendre leur production faute de matières premières tandis que, dans celles qui tournaient normalement, les appels à l'augmentation de la productivité ne rencontraient guère d'échos chez les travailleurs. L'appareil administratif de l'Etat apparaissait grippé : les décisions prises par le pouvoir étaient mal ou pas du tout exécutées. Les difficultés persistantes dans l'approvisionnement et l'impression partagée par de nombreux Polonais que la situation était sans issue avaient entraîné une démoralisation profonde de la population.

Cette crise morale était encore aggravée par un élargissement considérable de l'éventail des revenus. Alors que les plus bas salaires subissaient durement les effets de l'inflation, les couches les mieux rémunérées et les catégories jouissant de certains privilèges en raison de leurs fonctions réussissaient à contourner les problèmes posés par la pénurie en ayant recours à des circuits parallèles : marché noir, petits trafics, utilisation de relations personnelles avec des fonctionnaires disposant de parcelles de pouvoir. Comment s'étonner dès lors que les phénomènes de corruption aient eu tendance à se multiplier, sous les yeux parfois complaisants de ceux qui avaient la charge de diriger le pays au nom des principes du socialisme ?

L'affaire Szczepanski, ce directeur de la radio-télévision et membre du Comité central accusé d'avoir détourné des millions de zlotys pour ses plaisirs personnels, montre que la dégradation des mœurs politiques avait aussi atteint les cercles dirigeants. On ne tente même plus de le dissimuler aujourd'hui. L'organe du POUP, *Trybuna Ludu*, écrivait le 15 septembre dernier qu'il fallait « *expulser de nos rangs les individus malhonnêtes qui ont succombé à la tentation d'une vie facile et à la corruption* ». Ces individus ne sont qu'une minorité, poursuivait le journal, mais ils « *ternissent l'image de marque (du parti) et sapent sa crédibilité* ». « *Ceci ne fait aucun doute, comme il ne fait aucun doute que cette purification doit se faire conformément aux normes statutaires du parti et aux principes généraux de la légalité socialiste. Il s'agit d'examiner minutieusement chaque cas et de s'opposer à toutes tentatives de rejeter sur les cadres honnêtes du parti et de l'Etat l'opprobre provoquée par la dégringolade et l'indulgence inadmissible, disons-le, dont ces personnes ont bénéficié.* »

... ET LES ACQUIS DU SOCIALISME

Ce constat de carence ne devrait cependant pas faire perdre de vue tous les progrès que la Pologne a connus depuis trente-cinq ans. Il convient de les rappeler, non pas pour tenter d'établir à tout prix un « bilan globalement positif » du socialisme polonais, mais parce que

ces progrès sont essentiels pour comprendre la crise politique que traverse le pays. En trente-cinq ans, la Pologne est passée du stade de pays agraire sous-développé, ravagé par la guerre, à celui d'une société moderne, disposant d'une infrastructure industrielle dont les potentialités sont énormes. En même temps, la politique sociale menée depuis le dernier conflit mondial a porté ses fruits. La sécurité d'existence dont jouit la population lui a permis de découvrir d'autres préoccupations que sa survie quotidienne. L'effort d'éducation a donné naissance à des couches intellectuelles de plus en plus importantes, aux centres d'intérêts très divers, qui n'ont plus grand-chose à voir avec l'élite intellectuelle du passé. La classe ouvrière, elle aussi, a vu sa physionomie se modifier profondément, tandis qu'elle s'étendait et se diversifiait. L'époque est révolue où l'ouvrier-type était un paysan débarqué dans un grand centre industriel et pour qui la possession d'un logement de deux pièces, d'un frigidaire et éventuellement d'une moto était plus qu'il n'aurait pu imaginer quand il végétait à la campagne. Aujourd'hui, il s'agit bien souvent d'un ouvrier de la deuxième génération, disposant d'un niveau d'instruction généralement supérieur à celui de ses camarades d'Europe occidentale, et dont les besoins ont, eux aussi, évolué. C'est d'ailleurs pour cela que les pénuries sur le marché provoquent chez lui une frustration bien plus grande qu'auparavant. Enfin, cet ouvrier aspire à avoir « son mot à dire » dans la gestion de son entreprise, des collectivités locales et du pays, c'est-à-dire à plus de démocratie. Aspiration à la participation et à une plus grande autonomie qui est partagée par les cadres des entreprises : la modernisation de celles-ci, la complexité croissante des processus de production s'accommodent de moins en moins de la tutelle envahissante des organismes centraux de planification.

UNE SOCIÉTÉ CIVILE COMPLEXE ...

En plus de ces caractéristiques évolutives, qui sont sans doute communes à l'ensemble des pays de l'Est (et qui montrent que ces sociétés ne sont en fait pas régressives), il faut prendre en compte une série de facteurs spécifiques à la société polonaise et qui accentuent encore cette diversité sociale et culturelle et un pluralisme de fait. Il s'agit essentiellement de l'existence d'une classe paysanne marquée par la prédominance de la petite propriété privée, de la renaissance (favorisée d'ailleurs par le pouvoir) d'une couche moyenne dans le commerce et l'artisanat, et surtout de la puissance de l'Eglise catholique.

Le phénomène catholique en Pologne justifierait à lui seul une étude approfondie. Rappelons seulement que les mille ans d'histoire de la Pologne se confondent avec celle de l'Eglise, qui s'est toujours identifiée à la nation polonaise. Une identification encore renforcée par le fait que l'Eglise est restée la seule institution à symboliser la conscience nationale pendant les périodes où la Pologne perdit son indépendance (tout au long du XIX^e siècle notamment, quand le pays était partagé entre la Russie, la Prusse et l'Autriche).

Ce rôle, l'Eglise polonaise le joue encore aujourd'hui. Malgré la contradiction idéologique irréductible qui sépare l'Eglise catholique de l'Etat-parti marxiste, la hiérarchie catholique n'a jamais, depuis 1956, joué la carte de l'opposition. Elle a plutôt cherché à se présenter comme l'expression du bien suprême de la nation face à un Etat monopolisé par un courant idéologique. Parallèlement, l'Etat et le parti ont mené vis-à-vis de l'Eglise une politique patiente de normalisation des rapports entre les deux institutions et n'ont pas hésité à rechercher l'appui moral de la hiérarchie catholique dans les périodes de crise. Tout cela fait de l'Eglise une institution au poids politique impressionnant, dont l'organisation est ramifiée dans tout le pays : ses 38.000 prêtres gèrent 14.000 paroisses, 16 maisons d'édition, 10 écoles et 3 universités. Cette sorte d'Etat dans l'Etat apparaît dès lors, surtout quand le divorce entre le pouvoir et la population se fait plus sensible, comme une structure de médiation entre l'Etat-parti et le citoyen. L'Eglise a su faire preuve d'une grande habileté à jouer sur ce registre. Elle a sans doute réussi à accroître son poids politique ces dernières années en se présentant aux Polonais comme une organisation dans laquelle les citoyens mécontents de leurs conditions de vie peuvent se reconnaître sans entrer pour autant en opposition directe avec le pouvoir politique. Sans doute faut-il trouver là l'explication du comportement des grévistes de Gdansk, affichant les portraits du pape sur les grilles de leurs usines.

Mais en même temps, le « peuple » catholique n'est pas aussi homogène qu'il n'y paraît. Les masses catholiques sont traversées par des courants divers allant de l'intégrisme aux tentatives de dialogue avec le marxisme. Le peu d'échos qu'a eu auprès des grévistes l'appel du cardinal Wyszyński à la reprise du travail n'est-il pas d'ailleurs un signe de cette diversité de sensibilités ou d'opinions parmi les fidèles ? Toutefois, l'impossibilité pour les masses catholiques d'avoir une expression politique propre renforce l'emprise de la hiérarchie catholique et lui donne sans doute une représentativité supérieure à son influence réelle sur la vie sociale.

... ET UN POUVOIR MONOLITHIQUE

Face à cette société civile incontestablement complexe, marquée du sceau du pluralisme social, culturel et même politique, qu'y a-t-il ? Un appareil d'Etat monolithique, hiérarchisé, étroitement lié au point de se confondre avec lui à un parti communiste dont le fonctionnement démocratique laisse plus qu'à désirer. Un parti communiste exerçant sur une société développée et complexe un pouvoir « totalisant », appelé à contrôler l'ensemble de la vie sociale, de la base au sommet. Un parti dont une partie de ses dirigeants et de ses militants sont conscients qu'il éprouve de plus en plus de difficulté à gérer harmonieusement la société et à dépasser les phénomènes bureaucratiques qui paralysent son action. Paradoxalement en effet, il ne suffit pas aux dirigeants du parti de prendre conscience de la nécessité des réformes : il y a eu 1956, 1970, et malgré tous les engagements, tous les efforts consentis, on retombe dans les mêmes erreurs, la même incapacité à résoudre les contradictions nées du

développement. Mais la contradiction principale, précisément, ne se trouve-t-elle pas entre cette société diversifiée et un pouvoir monolithique, incapable d'agir en souplesse et de refléter, de faire jouer en son sein la dialectique qui anime la société, sans pour autant accepter des mécanismes de contrôle ou de contestation extérieurs à lui ?

Ce diagnostic était déjà posé depuis plusieurs années par les personnalités les plus clairvoyantes du monde politique polonais. Les événements de cet été sont venus les confirmer. Mieczyslaw Rakowski, membre du Comité central et directeur de l'hebdomadaire *Polityka*, l'explique : « *le besoin existe d'un pacte entre le pouvoir et la société pour arriver à une solution des problèmes de la crise, problèmes qui ne sont pas seulement ceux des augmentations salariales ou du modèle économique, mais qui concernent un peu toutes les structures, surtout celles qui sont étroites et dans lesquelles une société qui a tellement crû culturellement et politiquement ne réussit pas à exprimer son pluralisme de fait* ».

En refusant de reconnaître cette contradiction, le parti se condamnait à s'éloigner de plus en plus de la société réelle. Malgré toutes les velléités de changement et de démocratisation, le parti n'est pas parvenu à extirper la bureaucratie incrustée dans son appareil. Il fallait un choc extérieur pour le contraindre à changer. Les dirigeants polonais le reconnaissent aujourd'hui. Un autre membre du Comité central, Richard Wojna, le faisait remarquer lors d'un débat organisé à la fête de *L'Humanité* : « *aucune équipe dirigeante, dans aucun système, ne s'améliore de sa propre volonté. Il faut une pression extérieure pour que les institutions se transforment* ».

LA MATURITÉ POLITIQUE DES GRÉVISTES

Les difficultés économiques croissantes n'ont fait que réduire encore le consensus politique et la légitimité du système aux yeux des masses. L'expérience a fait comprendre à celles-ci qu'un changement d'hommes (comme ce fut le cas en 1956 et en 1970) ne suffisait pas. Malgré leur ouverture d'esprit, leur volonté de réformes, ces dirigeants n'avaient pas réussi à apporter une amélioration durable. Il fallait donc institutionnaliser une pression extérieure, un élément de contestation capable de contraindre l'appareil d'Etat au changement. Que la classe ouvrière en ait pris conscience est la grande nouveauté par rapport aux événements de 1970.

Tout le monde a souligné la maturité politique des grévistes. En effet, le changement est grand par rapport à 1970, où le mouvement était apparu comme une révolte encore confuse dans ses objectifs. Cette année, les revendications d'autonomie syndicale et de démocratisation ont été mises au premier plan par les ouvriers de Gdansk (on remarquera d'ailleurs que les grèves en Pologne s'étaient multipliées depuis le début de juillet, sur des objectifs purement salariaux, et qu'il a fallu la plate-forme revendicative de Gdansk pour que les événements abordent un tournant décisif).

Cette conscience des priorités peut s'expliquer par plusieurs facteurs : l'expérience des luttes précédentes et la prise de conscience

que rien n'avait changé malgré les promesses de 1970; les contacts vers l'extérieur facilités par la fonction portuaire des villes de la Baltique; et aussi — il serait erroné de l'ignorer — l'influence des mouvements dits dissidents, cet autre facteur de pluralisme qui était apparu dans la société polonaise depuis quelques années. Des mouvements comme le KOR avaient en effet réussi à diffuser largement des publications illégales comme leur journal *Robotnik*, qui consacrait une place importante à des informations de type syndical, sur les grèves dans le pays comme sur les organisations de travailleurs à l'étranger. Ces informations ont certainement alimenté la réflexion des animateurs des comités de grève, mais il ne faudrait cependant pas croire que les grévistes de Gdansk ont été manipulés par les « dissidents ». Ceux-ci ont d'ailleurs reconnu que le mouvement avait dépassé leurs propres objectifs, notamment sur la question des syndicats indépendants, qui apparaît comme une revendication née au cœur même de la classe ouvrière.

UN ACCORD EN 21 POINTS ...

Il est intéressant d'examiner de plus près la plate-forme des ouvriers de Gdansk et l'accord conclu sur cette base, car on y retrouve le reflet des principaux problèmes qui se posaient à la société polonaise.

Le premier point concerne la création de syndicats « libres et indépendants du parti et des employeurs ». Réforme essentielle, car elle modifiera fondamentalement les rapports de force au sein de l'entreprise ainsi que le rôle de l'organisation syndicale qui, jusqu'à présent, était confinée dans des tâches sociales accessoires et, pour le reste, était subordonnée à la direction et à l'organisation du parti. La réforme déborde largement le cadre de l'entreprise puisque, selon le texte de l'accord, les nouveaux syndicats auront le droit d'intervenir dans le débat économique au niveau national. « *Les nouveaux syndicats, dit ce texte, devront avoir la possibilité réelle d'intervenir dans les décisions-clés qui déterminent les conditions de vie des ouvriers en ce qui concerne les principes de la répartition des fonds de consommation sociale dans des objectifs variés (santé, éducation, culture), les principes de base des rémunérations et l'orientation de la politique des salaires, particulièrement en ce qui concerne le principe de l'augmentation automatique des salaires selon l'inflation, le plan économique à long terme, l'orientation de la politique des investissements et les modifications des prix.* »

Le point 2 consacre le droit de grève, outil de travail indispensable pour un syndicat, tandis que le troisième a trait à la liberté d'expression : allègement de la censure, accès de l'Église aux mass-media, ouverture de la presse aux différents courants de pensée et levée du secret sur les actes administratifs de l'État ainsi que sur les données socio-économiques. On retrouve ici un double souci : refléter le pluralisme d'opinion de la société et assurer une information correcte du citoyen.

Il faut y rattacher le sixième point, qui prévoit la mise en œuvre d'une réforme économique à laquelle seront associés les syndicats. « *La réforme économique, ajoute-t-on, devra être basée sur l'élargissement, l'autonomie et la participation des conseils ouvriers à la gestion.* » « *Seule une société consciente et ayant une bonne connaissance des réalités peut prendre l'initiative et réaliser des réformes de notre économie. Le gouvernement élargira d'une manière importante la sphère des informations socio-économiques auxquelles la société, les syndicats et les organisations économiques et sociales ont accès.* »

Plusieurs autres points concernent des augmentations plus matérielles comme l'augmentation des salaires de base et des retraites, la liaison des salaires au coût de la vie, la réduction du temps de travail, mais aussi des problèmes sociaux comme l'amélioration de l'approvisionnement et des services de santé, le logement ou l'augmentation du nombre de crèches. Mais — c'est significatif — les grévistes réclamaient également la suppression des privilèges de la police, de la sûreté et de l'appareil du parti, la suppression des systèmes spéciaux de vente et des magasins fonctionnant en devises étrangères, ainsi que le principe du choix des cadres fondé sur la compétence et non plus sur l'appartenance au parti.

Enfin, une revendication avait trait à l'arrêt de la répression du délit d'opinion, au rétablissement dans leurs droits des personnes licenciées pour faits de grève et des étudiants exclus des hautes écoles pour leurs opinions, et à la libération de tous les prisonniers politiques.

On le voit, le document signé à Gdansk dépasse de loin la seule problématique syndicale. Non seulement il aide à comprendre les origines de la crise et les raisons du mouvement de grève, mais il montre clairement que la contradiction principale de la société polonaise réside dans les rapports entre socialisme et démocratie et qu'elle ne peut être dépassée que par l'affirmation indépendante des masses face à l'appareil bureaucratique. Ne retrouve-t-on pas là un des principes fondamentaux du socialisme ?

... ET DES POINTS DE SUSPENSION

Si cet accord parvient à être appliqué, il ouvrira des perspectives tout à fait nouvelles pour l'avenir du socialisme. Mais il est évident que ce ne sera pas facile. Parce que les résistances au sein de l'appareil d'Etat et du parti seront grandes. Parce que le nouveau mouvement syndical est inexpérimenté, et que pendant longtemps la population a été écartée de la gestion du pays. Parce que la situation économique du pays est grave et qu'elle exigera inévitablement des sacrifices. Parce que, aussi, les forces antisocialistes, même si elles ont été agitées comme épouvantail par les forces accrochées au passé, ne sont pas totalement inexistantes.

Enfin l'issue du pari polonais dépendra également de l'évolution de la conjoncture internationale. La manière dont a été résolue la crise polonaise semble montrer que l'esprit de Yalta est en recul : l'accord entre grandes puissances n'est plus capable de maintenir sous leur contrôle l'évolution historique des pays qui leur sont liés. Mais il est évident que ce recul ne serait que provisoire si la détente était mise en échec. Sans les progrès de la détente depuis dix ans, le succès des travailleurs polonais aurait été beaucoup plus improbable. Ce constat ne peut qu'être un encouragement à poursuivre la lutte pour plus de sécurité en Europe : la démocratisation à l'Est passe par là, de même que les changements en Europe capitaliste.

UNE CONFÉRENCE DU CERCLE DU LIBRE EXAMEN DE L'U.L.B.

Lundi 27 octobre, auditoire Ferrer, « Les contre-pouvoirs en Pologne »
par Jean Kulakowski, secrétaire général de la Confédération mondiale
du Travail, et Cl. de Groulart, journaliste. A 20 h 30.

UNE REVUE EN PÉRIL : « AFRIQUE-ASIE »

L'existence du bimensuel « Afrique-Asie » est, comme on le sait, mise en péril par les menaces d'expulsion que le gouvernement français fait peser sur son directeur de rédaction, Simon Malley.

Fondé en 1969, « Afrique-Asie » consacre ses pages aux luttes anti-impérialistes des peuples du tiers monde. C'est cela que vise une décision injustifiée qui, du même coup, porte atteinte aux libertés démocratiques.

Les « Cahiers marxistes » joignent leur protestation à celles de nombreuses publications, organisations et personnalités à travers le monde. Nos lecteurs peuvent adresser leur soutien au : Comité des Amis d'« Afrique-Asie », 10, rue Auber, F - 75009 Paris.

Mouscron-sur-Semois

La Belgique mystérieuse

Il peut paraître ridicule, dans la Belgique de 1980, de croire surprendre le public en lui révélant qu'existe dans notre pays une minorité linguistique. Ce qui est plus ridicule encore, c'est que notre législation linguistique, l'une des plus élaborées du monde, ait réussi l'exploit d'ignorer cette minorité-là. La loi prévoit un statut — plus ou moins satisfaisant, on le sait — pour les francophones de Renaix, les néerlandophones de Flobecq, les germanophones de Malmédy; elle n'a pas connaissance d'un groupe particulier dans l'Arelerland.

LES SURVIVANTS DE 1839

L'Arelerland, le « pays d'Arlon », est un terme local qui désigne les communes ou sections de communes situées dans un triangle irrégulier Martelange-Halanzy-Athus, ou plus schématiquement entre la frontière grand-ducale et la Nationale 4. Négativement, c'est le morceau de la Lorraine belge (terme géographique) qui n'appartient pas à la Gaume (subdivision linguistique). Bien que certains villages belges sis au nord de Martelange le long de la frontière puissent être touchés par le phénomène (par exemple à Uren, commune de Burg-Reuland, qui se trouve dans la région linguistique allemande mais constitue presque une enclave belge entre le Grand-Duché et la R.F.A.), c'est dans ce pays d'Arlon qu'a pris quelque forme, ces dernières années, une revendication linguistique particulière : celle du droit au dialecte luxembourgeois.

On sait que le Traité des XVIII Articles de 1830 avait reconnu l'indépendance de la Belgique (en cette année de célébrations françaises et ambiguës, rare est le Belge qui peut échapper à cette information), mais que la contre-attaque hollandaise de 1831 permit aux Pays-Bas de récupérer certaines provinces. Lors du règlement définitif de 1839 (signature par les deux adversaires du Traité des

XXIV Articles), fut consacré le retour à Guillaume de l'Est du Luxembourg, c'est-à-dire la séparation des « deux Luxembourg » (1).

Certes, le zèle nationaliste avait été hésitant dans le Sud de notre pays; notre actuelle province avait vu des affrontements entre « révolutionnaires » et « orangistes » (ces derniers souvent libéraux), tandis que l'actuel grand-duché était resté calme et plutôt loyaliste (il est vrai que la garnison prussienne de la capitale constituait un puissant instrument de dissuasion). Toujours est-il que lorsqu'il fallut préciser une frontière nationale qui n'avait jamais existé auparavant — les tracés des fiefs du Moyen-Age n'étaient pas d'une plus grande aide que ceux des départements de la période française — on s'en remit semble-t-il au hasard et à des considérations politiques douteuses. A cette époque de suffrage censitaire, le fait que les notables de telle localité témoignent de leur attachement à la Belgique ne pouvait avoir de grande signification. Ainsi fut tracée la frontière, et incluses dans la province belge de Luxembourg une quinzaine de communes « exogènes ».

LA BELGIQUE EN QUÊTE DE CULTURE

Exogènes de quelle manière ?

Les gens de l'Arelerland ne constituent sûrement pas une minorité « culturelle ». Leur mode de vie, leurs pratiques sociales ne les singularisent pas spécialement, ni par rapport aux Gaumais, ni par rapport aux Wallons, ni par rapport aux francophones, ni par rapport aux Belges. Ils sont avant tout de la province de Luxembourg, et du Sud-Luxembourg, encore : c'est-à-dire qu'ils vivent directement la situation d'exploitation par les grands holdings, de sous-emploi, de sous-équipement, d'anxiété, de frustration, de méfiance vis-à-vis d'un pouvoir politique lointain et dédaigneux, que partagent tous les Luxembourgeois, et que j'avais tenté d'évoquer dans les « Cahiers marxistes » (2). Mais ils ont une particularité qui distingue certains d'entre eux des autres habitants de la province : le dialecte.

Divers camarades balaieront d'un revers de main cette dernière remarque : le wallon, le picard, le gaumais survivent, tant bien que mal, de ci de là en Wallonie, cela n'empêche pas le français de constituer un facteur commun aux Wallons; de même pour le flamand et la langue néerlandaise. Giovanni Carpinelli a rappelé (3) l'importance que prit la relation entre langue et dialecte lors de la structuration de la formation sociale belge au XIX^e siècle.

Appliquer tel quel ce raisonnement à l'Arelerland, c'est faire l'économie d'un examen précis. Le fait est qu'en pleine région linguistique française, et à plus de cent kilomètres de la région linguistique

(1) Voir sur l'arrière-plan de chantage financier qui mena à l'acceptation du traité, l'article de Walter De Bock, « *Rothschild et la Société Générale aux origines de l'Etat et de la dynastie belge* » dans « *Etat, accumulation du capital et lutte des classes dans l'histoire de Belgique (1830-1980)* », numéro 23-24 de mai 1980 de « *Contradictions* ».

(2) « *L'exotisme à la portée de tous : la province de Luxembourg* », dans le numéro d'octobre 1976.

(3) « *Le fractionnement de l'unité belge* » dans « *Contradictions* », cité plus haut.

allemande, il y a dans l'Arelerland quelques milliers de gens dont le parler naturel n'est pas roman, mais germanique. (Leur nombre est difficile à préciser, vu la forte « immigration » en provenance de l'intérieur du pays, et le dépérissement du dialecte chez les enfants scolarisés; la population totale de l'arrondissement d'Arlon, qui comprend des communes gaumaises, s'élève à 49.000 personnes). Au-delà de considération statistiques, le cas me semble assez rare pour que s'y arrêtent un instant des communistes.

LA SPROOCH... ET « SON » MOUVEMENT

Le dialecte luxembourgeois est un parler bas-allemand qui, s'étant développé au Moyen-Age, a survécu à la germanisation du XIX^e siècle (occupation prussienne, participation du Grand-Duché indépendant à la Confédération germanique). Bien qu'il ait pu servir de signe de résistance lors des deux intégrations du Luxembourg au Reich (en 14-18 et en 40-45), il s'est au XX^e siècle progressivement dégradé en patois, incapable de traduire les nouveaux termes techniques. Le pays a adopté un système plus ou moins bilingue où le français, langue officielle, et l'allemand sont utilisés en parallèle dans l'enseignement. Une certaine littérature dialectale subsistant cependant, ces dernières années l'Etat a pris quelques mesures de sauvegarde (enseignement du dialecte durant la première année d'humanité, publication d'un dictionnaire et d'une grammaire); mais l'Etat grand-ducal entend s'en tenir à ce modus vivendi où presque tous les habitants parlent entre eux le luxembourgeois, mais jamais officiellement.

Il apparaît aussi que le dialecte est usité non seulement dans l'Arelerland belge, mais dans certains endroits de la Lorraine française, autour de Thionville, et de la Rhénanie allemande, vers Bitburg. Ni en France, ni en R.F.A., ni en Belgique il n'y a aucun signe de reconnaissance par les pouvoirs publics de l'existence de ce parler.

Or, tandis que vieillissent les Arlonais d'origine et que les « immigrants » francophones s'installent dans la campagne environnante, on entend toujours parler luxembourgeois dans les rues du chef-lieu de la province comme des villages de l'Arelerland. Et voici que, vers 1975, a émergé un mouvement « Arelerland a Sprooch » (« Le pays d'Arlon et sa langue »), revendiquant le droit à l'autonomie « culturelle » ou au moins linguistique pour les gens de la région.

On a vu s'organiser des cours privés de luxembourgeois, à la campagne d'abord, puis en ville : dans les locaux du... mess des officiers, et sous la houlette d'un officier... flamand. On a lu dans la presse locale des communiqués du mouvement, annonçant notamment des rencontres avec des représentants des « minorités-sœurs » de France et de R.F.A. On a aussi constaté des chaulages de panneaux indicateurs (Arlon corrigé en Arel), dont le mouvement a rejeté la responsabilité.

UN COMBAT DOUTEUX...

Jusqu'à présent, « Arelerland a Sprooch » n'a reçu d'appui d'aucun parti politique ni organisation syndicale, bien que certains

responsables locaux du Rassemblement wallon (privé de représentation au Conseil provincial depuis 1978, mais qui conserve un potentiel électoral important) aient manifesté leur intérêt, pour des raisons qui ne sont pas évidentes; de même, quelques personnes qui s'étaient engagées dans la ténébreuse aventure de la liste « E-Non » aux élections européennes.

Ce mouvement doit, à mon sens, retenir quelque attention du PCB, et pas seulement de sa fédération du Luxembourg; non par son importance numérique, réelle ou affirmée, mais par les idées ou sentiments collectifs qu'il exprime ou révèle, et par le public qu'il touche ou vise. Il semble que le mouvement, qui se veut militant, n'ait guère pris pied jusqu'ici parmi les agriculteurs ni les ouvriers, pourtant utilisateurs au moins occasionnels du dialecte. Pas davantage parmi la jeunesse, sauf exceptions. « Arelerland a Sprooch », et surtout les cours de luxembourgeois, attirent un public adulte et urbain, plutôt de fonctionnaires, d'employés et de commerçants. C'est ici que l'oreille devrait se dresser.

En Luxembourg, les ouvriers, numériquement faibles, dépourvus de traditions d'organisation et de lutte, éparpillés dans des entreprises de petites dimensions, frappés et humiliés par le drame de la fermeture d'Athus, ont beaucoup de mal à s'affirmer comme porteurs des espoirs de changement de la population. La classe ouvrière (au sens large) rencontre énormément de difficultés à faire son unité interprofessionnelle, et à établir une collaboration dynamique entre travailleurs manuels et intellectuels. Plus illusoires encore apparaissent des idées d'alliance avec les couches exploitées de la « classe moyenne ».

Cependant, en Luxembourg, c'est la petite-bourgeoisie qui traditionnellement produit les « élites politiques », et c'est le groupe composite des fonctionnaires-employés-commerçants qui fournit les « leaders d'opinion »: c'est de ce milieu que s'élèvent avec le plus de force — à l'exception de certaines actions ouvrières récentes, menées avec l'énergie du désespoir — les revendications, souvent contradictoires, adressées à la lointaine capitale, source collective présumée de tous les maux du Luxembourg.

Que signifie alors qu'au sein de ce milieu brouillon, inquiet, divisé, se constitue un groupe de pression linguistique, qui de surcroît compte l'un ou l'autre élément connu pour ses tendances poujadistes ou néo-fascisantes? Ses prises de position, qui à la longue pourraient rencontrer quelque sympathie dans la population « patoisante », voire la jeunesse de plus en plus désorientée et sceptique, ne risquent-elles pas de cristalliser en combat linguistique une part des énergies que, comme le P.C.B. l'a souvent rappelé (4), les Luxembourgeois doivent rassembler pour combattre leur situation d'exploitation? Ne faut-il pas craindre un développement, sinon du mouvement, en tout cas des aspirations qu'il véhicule, dans un sens passéiste qui

(4) Voir J. Jacqmain, « L'initiative industrielle publique en Luxembourg: suprême illusion ou dernier espoir pour les travailleurs? », dans les « Cahiers marxistes » de décembre 1978.

viendrait contribuer à l'image désuète et touristique que la droite veut donner du Luxembourg ? Et pourra-t-on alors s'étonner si les gens de l'Arelerland ne trouvent pas la « communauté française » et la « région wallonne » plus crédibles que l'Etat belge s'il s'agit de leur assurer un avenir meilleur ?

... MAIS DES BESOINS RÉELS

Et quelle attitude peuvent prendre des progressistes face au problème que soulève ce mouvement ? L'ignorer semble un peu facile. C'est un fait que « Arelerland a Sprooch » pose de vraies questions : qu'après la fusion des communes, il y a encore des gens qui doivent se présenter à l'hôtel de ville d'Arlon où on les reçoit dans une langue qu'ils comprennent mal et parlent plus péniblement encore ; qu'on trouve dans les journaux publicitaires des offres d'emploi destinées à des représentants de commerce capables de s'exprimer en luxembourgeois ; que des enfants belges entrent en humanités avec un lourd handicap en français parce qu'à la maison on ne parle — sans jamais l'écrire — que le « patois ».

Certes, il n'y a pas là matière à mobilisation de masse à travers le pays, ni même à rédaction d'un programme de lutte spécifique. A l'échelle de la population belge, il s'agit d'un problème mineur, mais énervant pour ceux qui le vivent : du même ordre, par exemple, que lorsqu'une pratique religieuse particulière se heurte à un manque de locaux, ou lorsque les convictions laïques de certains malades sont brimées dans tels hôpitaux dit publics. Mais justement, un pays développé dont les dirigeants sont capables de passer des mois ou des années à scruter le sexe linguistique du troisième échevin de Sint-Genesius-Rhode, n'a-t-il pas un peu d'énergie à consacrer à résoudre une difficulté « mineure » qui, pour quelques milliers de ses habitants, aggrave leur sentiment d'être sans cesse méprisés et oubliés ? Et pour un parti communiste, y a-t-il des problèmes négligeables quand ce qui est en jeu, même de loin, c'est l'union des exploités ?

Que faudrait-il faire ? Sans doute pas référer la question de l'Arelerland à la Communauté européenne, comme semble le suggérer le mouvement local. Il n'y a de difficulté « luxembourgeophone » apparente ni en R.F.A., ni au Grand-Duché. Quant à la France, après avoir concédé, à la longue, quelques facilités aux minorités régionales les plus actives (accès à l'enseignement et aux media pour les parlers breton, occitan, corse), le gouvernement revient à présent en arrière sous couvert d'économies à l'Education nationale. La F.E.N., principal syndicat d'enseignants, dénonce la liquidation des options « langues régionales ». La promotion du dialecte luxembourgeois paraît donc bien compromise dans ce pays toujours prêt à défendre les droits des Québécois.

Mais il y a des mesures administratives qui chez nous pourraient être prises sans grands frais, si les pouvoirs publics décidaient d'accorder un peu de leur attention à consulter la population locale sur ses besoins. Rattacher l'Arelerland à la région de langue allemande constituerait un projet aussi chimérique qu'inadapté : aucun

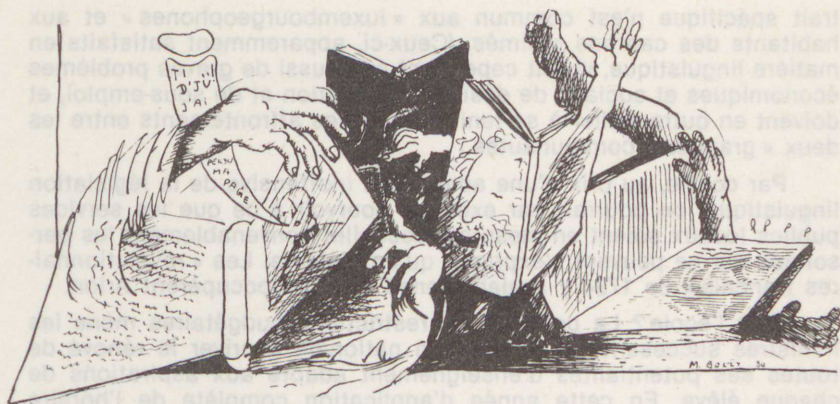
trait spécifique n'est commun aux « luxembourgeois » et aux habitants des cantons rédimés. (Ceux-ci, apparemment satisfaits en matière linguistique, vivent cependant eux aussi de graves problèmes économiques et sociaux de désindustrialisation et de sous-emploi, et doivent en outre veiller à se tenir à l'abri des affrontements entre les deux « grandes » communautés.)

Par contre, au prix d'une adaptation inoffensive de la législation linguistique, on pourrait par exemple pourvoir à ce que les services publics locaux soient en mesure d'accueillir convenablement les personnes qui ne peuvent s'exprimer qu'en dialecte. Les « révolutionnaires français » de 1794 y avaient pensé lorsqu'ils occupèrent Arlon.

Et à l'école? La politique de restrictions budgétaires mène les ministres successifs de l'Education nationale à priver le rénové de toutes ses potentialités d'enseignement adapté aux aspirations de chaque élève. En cette année d'application complète de l'horaire minimum, tandis que les professeurs des diverses disciplines se déchirent pour défendre leurs cours et que la formation générale est de plus en plus compromise, l'heure n'est pas à rêver à des options ou activités complémentaires de luxembourgeois. Mais le système des classes d'adaptation en primaire, qui a montré comment il pouvait aider de petits immigrés à s'intégrer à la société belge en franchissant la barrière de la langue, ne pourrait-il être utilisé aussi pour permettre aux jeunes « patoisants » d'échapper au handicap tout en prenant conscience de leurs racines sociales et familiales?

Aujourd'hui, les gens souffrent de la « malvie », ce malaise général qui s'enracine dans la crise du capitalisme, l'exploitation, le chômage, la hausse des prix, mais qui revêt aussi toutes sortes de formes sociales et psychologiques irritantes et angoissantes. Les communistes leur proposent de s'organiser et de lutter ensemble pour mieux vivre, de toutes les manières. Je ne crois donc pas qu'il y ait d'aspect de la vie populaire assez insignifiant pour mériter notre mépris, même si nous navons pas à en faire un thème prioritaire d'action.

Et sans doute est-il bon aussi que nous sachions, quand nous irons prendre des vacances dans la zone verte nationale du Luxembourg, que les villages ne s'appellent pas Almeroth, Wolkrange ou Waltzing uniquement pour que nous nous sentions dépaysés.



A LIVRES OUVERTS

ZAÏRE

Après « Nationalisme? Tribalisme? La question tribale au Congo (Zaïre) », également publié par l'association AFRICA et dont un résumé a paru dans les CM (1), C.K. Lumuna Sando s'est attaché cette fois (2) à insérer cette question dans une analyse plus globale, qui la resitue au sein de l'ensemble de l'histoire politique congolaise et, pour parler comme Jean Ziegler qui a préfacé l'ouvrage, des relations entre le « centre » et la « périphérie » de l'impérialisme.

Une plaisanterie courante, dans les milieux politiques africains, dit que la question du tribalisme ressemble à l'ancre du lion : il faut du courage pour y pénétrer ... et un miracle pour en ressortir indemne. Il règne en effet, au sein même de la gauche congolaise, un tel silence gêné autour de cette question que, lorsque quelqu'un la situe au cœur du débat, la réaction

des interlocuteurs évoque trop souvent celle des convives du dîner annuel d'une famille bourgeoise, au moment où quelqu'un a l'idée d'évoquer l'oncle Jules qui s'est enfui avec une « créature ».

Trois hypothèses sous-tendent l'ouvrage :

— Le débat politique sur le Zaïre est essentiellement tributaire de la production intellectuelle extérieure. Il revient donc à aliéner le zaïrois qui veut parler du Zaïre, et à l'aliéner par sa propre volonté. Le drame du zaïrois — et de beaucoup d'autres africains — est d'avoir, depuis la colonisation, un souci beaucoup plus grand de se faire reconnaître ailleurs (par les Blancs) qu'auprès de ses compatriotes. Dans une remarquable biographie de Lumumba (in « Les Africains », tome 2, Jeune Afrique, Paris 1977), Benoît Verhaegen relevait que le paradoxe et la faiblesse de Patrice, l'un des laeders noirs qui ont eu l'admiration la plus sincère pour la culture et l'idéologie européennes, est que ce leader populaire, capable de remporter auprès du peuple congolais

(1) Avril 1979.

(2) « Zaïre : quel changement pour quelles structures? Misère de l'opposition et faillite de l'Etat », éd. AFRICA, av. des Cinq Bonniers 5, 1150 Bruxelles, 1980. 154 pages.

des succès de masse restés inégaux, a toujours cherché confiance, encouragement et reconnaissance ailleurs que chez ce même peuple : chez le Roi, à l'OUA, à l'ONU, etc.

— Le discours d'opposition, produit en Europe, cherche avant tout à exprimer des vues « universelles » en transposant mécaniquement un discours européen. Ceci a fait de l'opposition zaïroise une productrice hors pairs d'anathèmes grandiloquents, où l'on s'excommunie l'un l'autre au nom de Marx, Engels, Lénine, Mao et quelques autres, et un milieu tout aussi remarquablement stérile quant aux initiatives concrètes susceptibles de soulager quelque peu l'infortuné peuple congolais.

— La thèse principale est que tout ceci, depuis l'histoire de la conquête coloniale, la transformation socio-économique du Congo en un Etat fondamentalement extraverti, et jusqu'à l'actuelle misère de l'opposition, a pour trait fondamental la négation et le mépris des nations tribales. Et que la révolution, comme cassure du système impérialiste, passe par la reconversion de l'Etat-nation (centraliste et impérialiste) sur ces nations tribales.

L'auteur prend le plus grand soin de se défendre contre toute accusation de « tribalisme » au sens courant du terme (et que lui-même appelle « national-tribalisme », opposé à « nationalisme tribal »), qui correspond à ce mélange de division, de clientélisme et de corruption, que les pouvoirs successifs, de Léopold II à Mobutu, ont mis en place pour mieux contrôler leurs victimes.

Pour qui connaît la propension des écrits sur l'Afrique à en entamer l'histoire par « lorsque les premiers navigateurs portugais... » — laissant ainsi l'impression que les Noirs, depuis la création du monde, étaient assis sur le rivage et attendaient les Portugais pour que l'Histoire commence —,

l'initiative de proclamer qu'une vue cohérente de l'histoire et de la politique zaïroises passe par une prise en compte de toute cette histoire avec tous ses acteurs, ne peut apparaître que comme une attitude positive. La seule possible d'ailleurs, car on sait où mènent les « négritudes » universelles et abstraites et autres « authenticités »...

Il reste à savoir si C.K. Lumuna Sando atteint ses buts et démontre ses thèses. C'est ici que, sur plus d'un point, m'apparaissent les faiblesses d'un travail par ailleurs original, courageux et bien documenté.

Ainsi la vision que l'auteur nous donne de la « nation tribale » apparaît-elle vite comme exagérément uniforme : elle correspond en fait à l'organisation des grands royaumes de la savane (encore néglige-t-on le fait qu'ils ont été, le plus souvent, « intertribaux »). L'organisation de toute une série de peuples du Congo ne pourrait pas cadrer avec le schéma de cette analyse.

Il apparaît aussi que — sans jeu de mots — Lumuna Sando « blanchit » un peu vite les personnages au nom de l'anti-impérialisme. Il est certes normal que l'on porte leur résistance patriotique au crédit de gens comme Mwezi-Gisabo, Chaka, Gongo-Lutete, Behanzin ou Abushiri, même si leur pouvoir à l'intérieur de leur peuple était tout sauf démocratique. Par contre, faire de Msiri un combattant nationaliste revient à dire qu'Al Capone était un anti-impérialiste convaincu, sous prétexte qu'il tirait, ou faisait tirer, sur des flics américains.

En sens inverse, si nous ne pouvons qu'approuver une voix africaine invitant la gauche européenne à prendre conscience de la faiblesse des analyses et de la tiédeur de l'action que nous consacrons au tiers monde, nous nous retrouvons parfois avec l'impression que l'auteur fait aussi « deux poids, deux mesures » (c'est

son expression). Il aurait fallu rappeler aussi que, progressiste ou non, il ne s'est trouvé aucun pays africain pour proposer à l'OUA, à côté de la motion de principe et de routine condamnant l'Afrique du Sud, une motion contre Idi Amin ou Macias Nguema... pour ne pas parler de nos amis Mobutu ou Micombero.

Certains sauts logiques sont également curieux : la « dynamique précapitaliste largement encore persistante à travers le capitalisme inachevé » (en d'autres mots : les modes de production traditionnels, non encore éliminés par le capitalisme, et non-capitalistes en ce sens que, par exemple, les moyens de production y sont propriété collective), est assimilée d'un bond au « nationalisme tribal » (p. 28). Il y a là un sérieux dérapage de l'infrastructure à la superstructure.

Les faiblesses de ce livre s'expliquent sans doute par le fait que l'auteur a voulu faire œuvre de pionnier, dans une direction où il a jugé, avec raison, fécond de s'aventurer, mais où le terrain, s'il est plein de promesses, est fort malaisé. Son principal mérite restera d'avoir voulu rendre au peuple congolais un peu trop abstrait des théories de gauche son épaisseur concrète et sa densité humaine.

Jean Ziegler, dans sa préface, parle d'un « livre impitoyable » (et c'est vrai), d'un « beau livre » (question de goût), enfin d'une « arme précieuse ». L'avenir nous le dira.

Ce livre est en tout cas une porte ouverte, et une invitation à mieux tenir compte des victimes de l'atroce dictature mobutiste, tels qu'ils sont, dit Jean Ziegler, dans leur réalité culturelle : « un peuple lucide, intelligent et endurant, admirable de courage, d'invention et de générosité ».

Guy DE BOECK.

ESSAIS D'HISTOIRE AFRICAIN

Le géographe et historien communiste Jean Suret-Canale vient de publier (*) un recueil d'études parues dans diverses revues sur une période de vingt ans. Un livre bien utile, d'autant plus que l'auteur n'a pas repris les essais qu'il juge dépassés.

Tout au long de cette œuvre de pionnier, Jean Suret-Canale, qui fut un des premiers à promouvoir des études d'histoire africaine dégagée des préjugés colonialistes, défend une conception non dogmatique du marxisme. Il conteste l'idée du caractère universel et obligatoire de la succession « communisme primitif-esclavage-féodalité ». En Afrique Noire remarque-t-il, on voit apparaître, sur la base de la décomposition de la communauté primitive (qui sous beaucoup d'aspects demeure vivace), à la fois des rapports esclavagistes et des rapports de suzerain à vassal. Mais l'auteur souligne la difficulté d'y reconnaître une féodalité car il n'y a rien qui ressemble à un fief et à un régime foncier féodal. L'auteur découvre, par contre, dans l'histoire africaine précoloniale, des sociétés qui correspondent à ce que Marx avait appelé le mode de production asiatique, tel qu'il existait dans l'Inde précoloniale ou dans l'antiquité pré-esclavagiste.

En ce qui concerne l'esclavage, l'auteur conclut qu'il existait, en Afrique, des racines profondes à l'esclavage, sous forme de captivité domestique, mais pas de mode de production esclavagiste comparable à ceux de l'antiquité grecque ou romaine.

C'est le commerce qui paraît avoir joué le rôle décisif de consolidation

(*) « Essais d'histoire africaine. De la traite des Noirs au néocolonialisme ». Ed. Sociales, collection Problèmes, Paris, 1980.

des premiers Etats africains (Ghana du 4^e au 13^e siècle, Mali du 13^e au 15^e, Gao du 15^e au 16^e). L'essor africain va ensuite se trouver bloqué au début des temps modernes en raison des modifications dans les relations internationales (déclin de la civilisation urbaine du Maroc, dégradation du commerce en Afrique du Nord et Proche-Orient).

L'auteur analyse ensuite les révolutions que l'Ouest africain a connues du 17^e siècle au 19^e, et l'impact de la traite des esclaves. Pour approvisionner son fameux commerce triangulaire (Europe-Afrique-Nouveau Monde), l'Europe fit des Africains eux-mêmes les fournisseurs d'esclaves noirs. Avec comme conséquence, l'essor de royaumes côtiers esclavagistes, qui fonctionnèrent comme courroie de transmission pour la traite.

Jean Suret-Canale s'en prend également (et il est un des premiers à l'avoir fait) à l'idéologie colonialiste sous-jacente dans l'enseignement de l'histoire; il traque les préjugés

européo-centriques, détruit quelques sophismes racistes, critique quelques mythes (tels que l'origine égyptienne des pasteurs peuls et leur supériorité de race pâle). Dans un article de 1959, puis dans un autre de 1970, l'auteur évoque l'anticolonialisme français d'avant 1914. Il consacre plusieurs essais à l'analyse du régime colonial français en Guinée.

Quant à la fin du livre, elle porte sur la période post-coloniale: extension et internationalisation du système capitaliste, indépendance politique mais aggravation de la dépendance économique, accroissement des déséquilibres régionaux, etc. L'histoire récente est ainsi éclairée, si l'on veut comprendre comment l'héritage culturel et politique des « élites » de l'époque coloniale pèse dans un sens défavorable à l'option socialiste et comment l'Occident développe une stratégie qui consiste à « mettre dans ses intérêts » la classe dirigeante des pays dominés.

J.P.C.



« TOUT UN POÈME »

L'appel ci-dessous a été publié dans « Marginales », revue bimestrielle des idées et des lettres, n° 193, mars 1980.

APPEL

Au-delà des discussions relatives à la valeur formelle et de fond d'une œuvre poétique, à travers les vicissitudes et les fortunes diverses des écoles, un fait demeure, remarquable : toute poésie, délibérément politique ou non, souffre de mise en quarantaine.

La question a peut-être été mal ou incomplètement posée ; un poète prétendra donner à son travail une dimension révolutionnaire dans le sens où il exprime, à la mesure des exigences du langage poétique, les combats, les espoirs, la condition du peuple, — tout ce qui fait l'épaisseur même de la vie.

Il lui reste la consolation d'une popularité en quelque sorte virtuelle, aussi étrange que cela puisse paraître à l'observateur non initié. L'œuvre en question, dans l'hypothèse audacieuse de sa publication, ne se lit pas ou peu, mais dort çà et là, à quelques centaines d'exemplaires, au creux des rayons des bibliothèques d'amateurs. Le poète qu'un génie ou certaines circonstances historiques ont transformé en étoile du firmament poétique, s'étonnera quant à lui du peu de signification que prend son œuvre partout citée. Inutile, ce triste constat établi, de traîner la poésie devant les tribunaux infatués d'une nouvelle école au providentiel credo. Inutile et fatigant.

Le poème qui dit la vie doit se trouver dans la vie. S'y trouver pratiquement parlant. Il n'acquerra les pouvoirs que son auteur a voulu lui attribuer qu'à partir du moment où cette volonté, par le jeu d'une maîtrise, d'un art poétique, se transforme en un fait poétique et où celui-ci est mis en situation d'agir sur le public.

Dans cette perspective s'est créé le groupe *Tout un poème*, « association pour la poésie contagieuse », qui se propose de contribuer par la pratique à transformer la situation de la poésie. Il s'agit, dans l'immédiat, d'inviter la poésie à courir les rues, fêtes populaires, meetings politiques, manifestations de toutes sortes, sous la forme d'affiches-poèmes, de tracts-poèmes, etc. On peut poétiser la vie dans son courant, dans ses aspects les plus divers. Donnons la preuve pratique de cette affirmation.

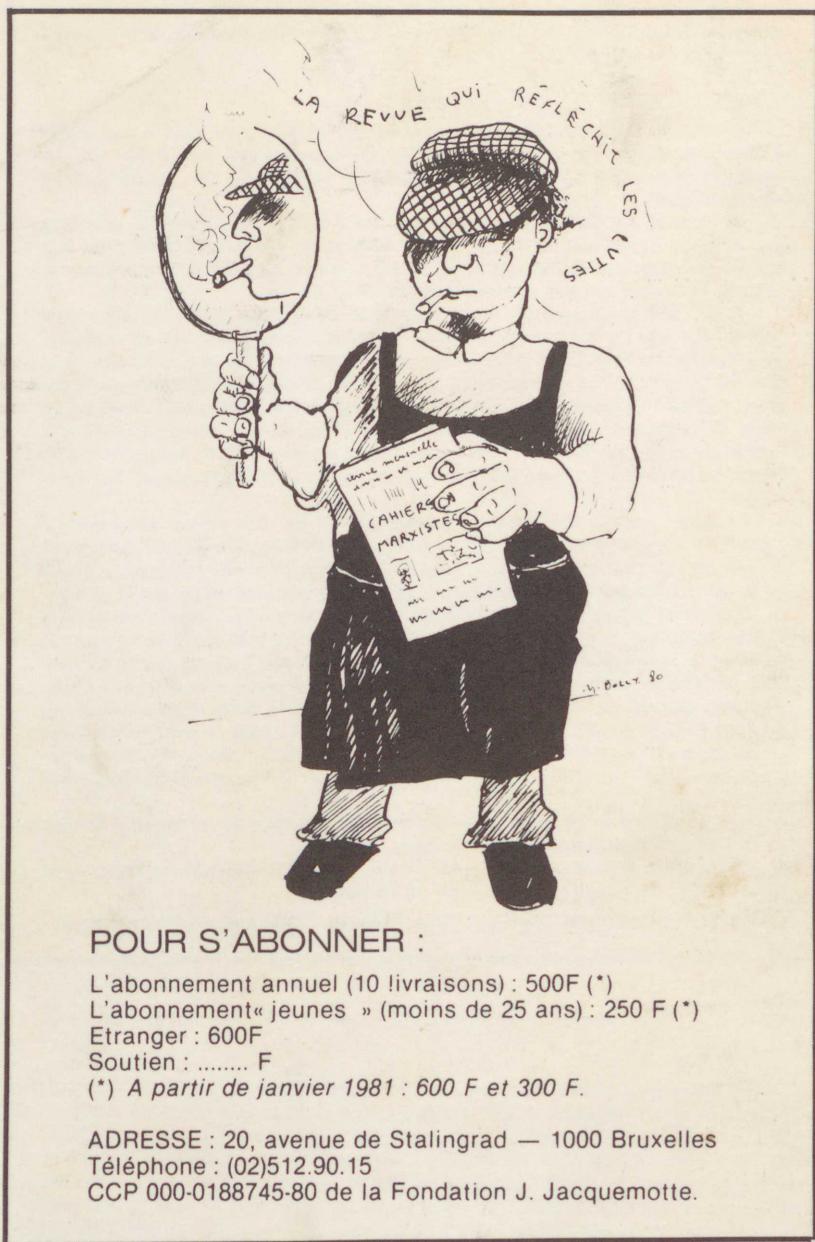
Il s'agit à plus long terme, pour les membres de *Tout un poème*, de créer autour d'eux, et d'abord parmi ceux qui luttent pour changer la vie, une habitude de poésie.

Une entreprise de cet ordre ne se réalise qu'à la mesure de ses moyens. Il nous semble bon de la soutenir, de l'encourager.

Sont à l'initiative de cet appel : Jean Blume, Francis Chenot, Pierre Ergo, Serge Noël, Marc-Alexandre Pierson et Willy Wolsztajn.

Pour souscrire à cet appel, écrire à : Serge Noël, av. Ducpétiaux 17, 1060 Bruxelles.

Les dessins publiés dans ce numéro sont dûs à la patte de Marc Bolly. Jeune peintre et graveur, il est de ceux que préoccupe, comme au sein du Collectif d'Art Public dont il est membre, l'insertion de l'art dans la vie sociale. L'une des formes en est l'illustration, bien que celle-ci entraîne des contradictions entre exigences artistiques et journalistiques et se heurte parfois à des obstacles subjectifs, voire idéologiques. Dessins et gravures peuvent aussi accompagner des textes littéraires ; c'est ainsi que Marc collabore à « Tout un poème » (voir ci-dessus). Il a travaillé avec Roger Somville aux peintures murales du métro Hankar à Bruxelles. Retour d'Italie où il a bénéficié d'une bourse de l'Etat pour les échanges culturels, il déborde de projets, sous le signe d'un art antitechnocratique, « baroque » et volontiers gouaillieur.



POUR S'ABONNER :

L'abonnement annuel (10 livraisons) : 500F (*)
 L'abonnement « jeunes » (moins de 25 ans) : 250 F (*)
 Etranger : 600F
 Soutien : F
 (*) A partir de janvier 1981 : 600 F et 300 F.

ADRESSE : 20, avenue de Stalingrad — 1000 Bruxelles
 Téléphone : (02)512.90.15
 CCP 000-0188745-80 de la Fondation J. Jacquemotte.

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef
 Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles